

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

SAMEDI 12
DIMANCHE 13 NOVEMBRE
N° 303 1,50 F
Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56942

ELECTIONS AU MAROC
La guerre de Hassan
contre le peuple
sahraoui et contre
le peuple marocain
EN P. 12

Élections
partielles
de dimanche :

UN TEST POUR QUI ?

Les élections partielles de dimanche vont se dérouler dans sept circonscriptions : deuxième tour en Haute Loire (2°) et premier tour dans l'Allier (4°), la Corrèze (3°), la Gironde (5°), le Rhône (10°), Paris (V° arrondissement), et les Yvelines (5°).

Sauf en Haute Loire, où il fait suite à la mort accidentelle du docteur Simon, ce scrutin a été provoqué consciemment par le pouvoir, à quatre mois des élections municipales, et à un an et demi des législatives de 78. Rien n'imposait, en effet, même du point de vue de la carrière de politiciens bourgeois, que les six anciens ministres qui retournent devant les électeurs retrouvent leur siège alors qu'un délai si bref les sépare de la fin de la législature. La preuve supplémentaire en est fournie par le fait que plusieurs de leurs collègues dans le même cas n'ont pas demandé à leurs suppléants de démissionner.

Non, les circonscriptions où vont se dérouler dimanche prochain les élections ont été soigneusement choisies, de manière que les candidats de la majorité présidentielle soient sûrs de l'emporter. Il s'agit, au moment où le plan Barre suscite une révolte profonde des masses populaires, de détourner l'attention, de faire croire à un reste de popularité des hommes en place. De plus, dans les querelles politiques internes à la bourgeoisie, Giscard cherche à éloigner provisoirement le spectre de la victoire de l'union de la Gauche, annoncée par tous les sondages depuis quelques semaines.

Suite p. 2

L'actualité de
la semaine
en photo

Voir p. 9

APPEL À LA SAINTE-ALLIANCE DES CAPITALISTES OCCIDENTAUX

GRAVES MENACES AMERICAINES CONTRE LES PAYS DE L'OPEP

Une hausse du pétrole ne serait pas justifiée économiquement et serait contraire aux intérêts des pays consommateurs et producteurs a déclaré le département



Le Tiers-Monde ne se laissera pas impressionner par les menaces.

d'Etat américain en annonçant que les Etats Unis, avaient entrepris des consultations d'urgence avec les pays d'Europe Occidentale et le Japon.

Depuis 1973, les pays producteurs de pétrole ont vu leur pouvoir d'achat baisser régulièrement du fait de la dépréciation du dollar, la monnaie qui sert de base aux calculs des prix du pétrole et de la hausse des prix des produits importés. Après avoir augmenté les prix de 10 % en octobre 1975, ce qui était loin de rattraper les pertes dues à l'inflation estimées à 30 %, les pays producteurs de pétrole préparent une réunion importante pour le 15 décembre où une nouvelle hausse devait être discutée, dont l'ordre de grandeur variait de 5 à 25 %, selon les déclarations des divers pays.

Suite p. 8

BARRE AU CAIRE

Pour faire des affaires

L'Égypte veut résoudre ses problèmes d'armement

La visite de Barre en Egypte a comme tous les voyages officiels une forte odeur de gros sous. La construction du métro du Caire est notamment l'un des plus graves soucis de Barre, dont il cherchera à discuter le financement avec le gouvernement égyptien.

Si Barre veut discuter affaires, il devra cependant discuter du projet le plus important pour l'Égypte, qui est l'installation d'usines d'armement dans le pays, à laquelle Giscard avait donné

son accord sans que cela ait de suites sérieuses. C'est sur ce point que se rejoignent les tentatives de Barre d'assurer des débouchés à l'industrie française et la politique française au Moyen Orient, notamment son attitude à l'égard d'Israël ; Giscard prétend vouloir maintenir l'équilibre des forces dans la région, c'est à dire en fait comme le font les USA, maintenir la suprématie militaire d'Israël face aux Etats arabes, et donc contrôler leurs armements.

Voir p. 8

POUR LA
COORDI-
NATION
DES LUTTES
OUVRIERES
ET PAY-
SANNES

INTERVENTION
DE JEAN LHUILLET
A LIP

voir p. 5

Explosion dans un atelier à Peugeot- Mandeure 23 BLESSÉS, 2 BRULÉS GRAVES

Hier matin, une très violente explosion s'est produite dans l'atelier de peinture des cyclomoteurs de l'usine Peugeot de Beaulieu-Mandeure (Doubs). La violence de la déflagration a ravagé une partie de l'atelier et on devait relever sous les décombres 23 ouvriers blessés, dont deux grièvement qui ont dû être dirigés d'urgence sur l'hôpital des Grands Brûlés de Lyon.

Pour l'heure, la direction observe le mutisme le plus complet sur les causes de cet accident. Les organisations syndicales ont immédiatement saisi le CHS afin que toute la lumière soit faite.

ESPAGNE : 12 NOVEMBRE 76 : VERS LA GRÈVE GÉNÉRALE POLITIQUE ?

Par téléphone de Madrid

Madrid s'est réveillé ce matin, au son d'incroyables embouteillages ! Pour une journée de grève, la première à l'échelle de tout l'État espagnol, la plupart des transports étaient perturbés ou paralysés. Les travailleurs du métro assuraient un «service lent». Les autobus sont arrêtés pour plusieurs heures, et on observe des mouvements analogues chez les taxis. Le gouvernement Juan

Carlos a essayé d'éviter à tout prix cette grève en faisant libérer in extremis trois grévistes emprisonnés à la suite de la longue grève menée dans ce secteur récemment. Dans la plupart des branches industrielles (métallurgie, construction, chimie) des rassemblements sont prévus.

Suite p. 7

problemes
du
marxisme-leninisme

1 - A PROPOS
DE L'OC-GOP ET
DE RÉVOLUTION !

Voir p.3

POLITIQUE

ELECTIONS PARTIELLES DE DIMANCHE

UN TEST POUR QUI ?

Suite de la p. 1

Ces élections, pourtant, ne sont pas sans enjeu politique. Elles serviront aussi à évaluer l'évolution de certains rapports de forces. Au sein de l'union de la Gauche, d'abord : de quel pourcentage le parti socialiste progressera-t-il, par rapport aux élections de 1973 ? Dans quelle mesure le parti révisionniste parviendra-t-il à se maintenir ? Quelle sera la marge d'avance des candidats giscardiens ? De la réponse à ces deux questions, pourrait dépendre en partie la tactique qu'adoptera Giscard.

En effet, s'il s'est opposé à Chirac, l'été dernier, sur la

question d'élections anticipées, il n'est pas certain que le président de la république ait définitivement écarté cette hypothèse : un bon score de sa majorité, un affaiblissement du PCF, seraient des facteurs qui pourraient aller dans le sens de cette hypothèse.

Cependant, d'échéance électorale en échéance électorale, on s'attache, à gauche comme à droite, à geler la lutte des classes, à freiner le grand mouvement qui porte les travailleurs à engager sans attendre la lutte contre le plan Barre à une échelle d'ensemble. Cela aussi, c'est un enjeu de l'élection de dimanche. Et, pour la classe ouvrière, pas le moindre.

Paris V^e

LA CHASSE AUX COUCHES MOYENNES

«Vous connaissez les résultats que j'ai obtenus en luttant pour conserver à ce quartier son caractère, son style, ses traditions» : Monsieur Tibéri, député UDR sortant du V^e arrondissement de Paris, obscur secrétaire d'Etat, l'espace de quelques mois, dans le gouvernement de Chirac, n'y va pas de main morte : un quartier livré aux promoteurs, avec derrière eux les plus grands groupes financiers, de Suez à Paribas, quelque 30 000 habitants déportés en banlieue pour des opérations de rénovation qui ont liquidé ce qu'il y avait de populaire dans ce coin de Paris.

Plus, tout de même, quelques constructions d'ILM et de

HLM. Mais ne murmure-t-on pas que la clientèle de Tibéri, qui lui prête à l'occasion main-forte lors des élections, occuperait nombre de ces logements. On ajoute même que les «aubergines», auxiliaires de police féminines de la ville de Paris, pousseraient très bien dans ces nouveaux îlots ; est-ce en remerciement ? Certaines auraient été rencontrées, un paquet de tracts UDR à la main. Ajoutons les pratiques des promoteurs qui, non contents de démolir malgré des décisions de justice, bouchent les conduites d'eau, coupent l'électricité, et ont même muré la fenêtre d'un habitant du quartier, pour accélérer le départ des récalcitrants.

Villefranche-sur-Saône

«A GAUCHE» COMME A DROITE, LES VRAIS PROBLÈMES SONT IGNORÉS

Peu de passion ni d'enthousiasme aux réunions électorales. La population et les travailleurs ne semblent pas concernés par l'enjeu. A droite le candidat unique de la majorité ; Gérard Ducray, qui mène la campagne la moins politique possible et en particulier parle très peu du plan Barre. Les candidats d'Union de la Gauche se sont toujours ignorés, menant campagne uniquement contre Ducray. Tous les candidats ont d'ailleurs refusé les débats qui auraient peut-être permis de poser les questions importantes. Les travailleurs sont peu concernés par les élections ; peu de réactions dans les discussions, sinon que même s'ils vont voter pour le programme commun, ils ne semblent pas trop y croire.

la répression policière et raciste qui frappe les immigrés qui représentent 18% de la population à Villefranche, et qui bien sûr ne votent pas : deux travailleurs ont été frappés récemment sans raisons, l'un a perdu un œil. Quotidiennement, les jeunes et les travailleurs immigrés sont interpellés par la police qui n'a pas hésité à tirer sur eux en juillet dernier. Rien n'est dit sur l'augmentation du chômage : 1 600 à 1 700 chômeurs pour une ville de 30 000 habitants. Par contre, le PCF a tenu plusieurs permanences spécialement ouvertes aux cadres, techniciens, agents de maîtrise. Il n'y a pas eu bien sûr de permanence spécialement ouverte pour les ouvriers...

Ceux des militants du PCF avec qui on a pu avoir des discussions, se sont montrés peu convaincus par le programme commun. L'un d'eux nous a même dit qu'il n'était pas du tout d'accord avec. La CFDT locale appelait à voter pour les candidats de la Gauche et l'action des militants révolutionnaires l'a fait reculer dans ses projets. Corres. Villefranche

Les élections municipales approchent, et chacun, ici, y pense : Tibéri n'est-il pas président du groupe UDR à l'Hôtel de Ville ? A l'intérieur de la majorité, cette perspective a provoqué une cassure : M. Brimo, candidat CDS (centriste) aux dernières élections, a refusé pour cette raison de se soumettre aux injonctions gouvernementales et a maintenu sa candidature. Son objectif est d'obtenir le meilleur partage possible en faveur de la liste centriste pour les mois de mars.

PAS D'ILLUSIONS A GAUCHE

Du côté de la gauche, on est à peu près sûr que Tibéri sera réélu. Au point

révisionniste, qui fait la propagande au coin d'une rue, où le «socialisme aux couleurs de la France» est souligné en tricolore sur un panneau, estime pour se consoler que «les résultats ne sont jamais bons aux élections partielles».

Aussi, la campagne de la «gauche» n'est-elle guère tonitruante dans ce quartier : le PCF présente Ellenstein, le spécialiste des ballons d'essai de sa politique d'ouverture. Il n'a rassemblé pour son grand meeting que quelques centaines de personnes : «Notre parti ne confond pas les pays où les atteintes aux libertés sont inhérentes au régime capitaliste lui-même et les pays socialistes où elles contredisent la natu-

quartier où, à côté des commerçants, traditionnellement nombreux, on rencontre une proportion de plus en plus grande de ces cadres qui ont les moyens de se payer un appartement pour 110 millions, il s'agit de développer l'influence du parti révisionniste dans des couches bien éloignées de la classe ouvrière.

Aussi, tout en se donnant l'air de dénoncer l'expulsion du quartier de ses composantes populaires, la suppléante d'Ellenstein proclame : «Ceux qui achètent du mètre carré à 6000 francs, ils sont eux-mêmes les victimes du système».

Même souci du côté du PS : le candidat, Guidoni, commence à la tribune une phrase : «Là où habitait la population laborieuse, on retrouve... qui ? «des mètres carrés de 7 à 10 000 francs». Au reste, il nous confirme que le PS poursuit un double but : «Confirmer l'adhésion aux objectifs de la gauche et du PS des salariés, des cadres moyens et des employés. Développer la prise de conscience de beaucoup de petits commerçants». Le profil social de l'équipe de PS y correspond : Guidoni lui-même : «Avant d'être chargé de mission auprès de la direction générale de l'EDF, il a été chargé d'études à la Société Centrale de l'Equipement du territoire.» Et son suppléant, ancien cadre reconverti dans le commerce de détail des fruits et légumes.

gauche : ici, c'est en 1973 que le PS a réussi à passer devant le PCF, le battant tout juste de 200 voix. Il est vrai que, depuis, le parti de Mitterrand a poursuivi son ascension. Mais le sujet, du côté des socialistes, est cette fois-ci tabou.

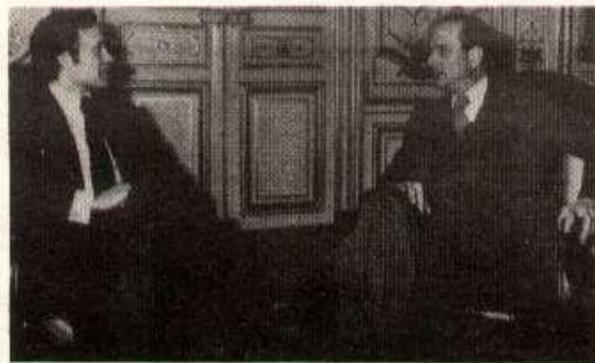


- Guidoni.

Est-ce parce que la fédération de Paris du PS est entre les mains du CERES, la fraction la plus attachée à l'union de la gauche, (auquel Guidoni lui-même appartient) ? Un accord de non-agression réciproque a été passé pour cette législative partielle.

Du côté révisionniste, les militants, effectivement, se refusent pratiquement à se prononcer sur les déclarations des leaders du PS favorables au plan Barre. Mais l'agacement commence à percer, avec la menace d'un gouvernement Giscard-Mitterrand ; l'appel aux électeurs d'Ellenstein se conclut : «Le seul moyen de condamner sans aucune ambiguïté les manœuvres de Giscard d'Estaing qui préfère une solution de type social-démocrate», c'est de placer le candidat du PCF en tête de la gauche pour le deuxième tour. De toute évidence, on se prépare de ce côté à toutes les éventualités, après avoir des années durant mené la classe ouvrière en bateau avec le programme commun, solution miracle.

Jean LERMET



- Tibéri et Chirac.

que Mitterrand a conclu son discours électoral, en affirmant que ce serait une «victoire» si «les socialistes étaient en mesure d'aborder les étapes suivantes». Un militant

re du système social nouveau. Mais il a, lui, pour principe de défendre la liberté chaque fois qu'elle est mise en cause, et où que ce soit, à Santiago du Chili, à Bonn ou à Prague ». A la Mutualité, pour son meeting, il a même réclamé spécialement la libération d'un homosexuel soviétique.

SÉDUIRE CADRES ET COMMERÇANTS

C'est que, plus qu'ailleurs encore, dans ce

PS-PC : NON-AGRESSION

Reste la question des rapports au sein de la

LES RÉSULTATS DES LÉGISLATIVES DE 73 (premier tour)

- Allier : Péronnet (réformateur) : 45,3% ; Marcilly (PCF) : 22,8% ; Guillaumin (UDR) : 20% ; Pruneyre (PS) : 11,4%
- Corrèze : Chirac (UDR) : 51% ; Clavaud (PCF) : 26,3% ; Dumont (PS) : 17,4%
- Gironde : Achille-Fould (majorité) : 35% ; Julien (MRG) : 24% ; Chancogne (PCF) : 16% ; Pintat (R.I.) : 14% ; Ginestet (réformateur) : 11%
- Rhône : Ducray (R.I.) : 44,7% ; Soulier (PS) : 21% ; Rosselli (réformateur) : 18,4% ; Auroux (PCF) : 14,2%
- Yvelines : Destremeau (R.I.) : 31% ; Carguen (PCF) : 22% ; Mirchnikoff (réformateur) : 12% ; Brulant (PS) : 11% ; Bajoux (centriste) : 8,8% ; Grosjean (PSU) : 4,4% ; Gay (V^e Rép.) : 3,3% ; Donau (fasciste) : 3,3%
- Paris (V^e) : Tibéri (UDR) : 32% ; Letonturier (PS) : 16% ; Malberg (PC) : 15,5% ; Brimo (réformateur) : 11,5% ; Hervé (PSU) : 6,3%

RÉSULTATS DU 1^{er} TOUR HAUTE-LOIRE (dimanche dernier)

PRORIOL (RI)	47,9 %
EYRAND (PS)	42,4 %
PCF	6,5 %
Trotskyiste	1,5 %

Le PS et le PC ont fait une analyse assez sévère du plan Barre, surtout pour en souligner les aspects insuffisants. S'ils notent au passage l'attaque contre les travailleurs, ils ne leur proposent aucune perspective, sinon dans 18 mois, le programme commun. Par exemple, à la veille des manifestations du 7 octobre, des grèves, le PCF diffusait un tract pour protester contre le nouveau plan de circulation adopté à Villefranche, avec comme seule perspective d'amélioration le programme commun... D'ailleurs la référence au 7 est assez discrète dans tous les discours de la gauche.

Bien sûr, ce n'est pas Ducray qui va défendre la classe ouvrière. Mais, à gauche, tous les problèmes sont aussi ignorés, en particulier pas un seul mot sur les luttes qui se mènent à Villefranche et dans la région, en particulier sur Bonnet. Rien n'est dit également, comme le relevait un responsable CFDT agricole, sur la situation des salariés agricoles, non réus dans la région du Beaujolais.

Rien n'est dit non plus sur

LE PCF CONTRE LES LUTTES DES FEMMES

Madeleine Vincent a présenté un rapport sur les femmes au dernier Comité Central du PCF. Le PCF se présente comme «Le Parti de la Libération de la femme», les perspectives qu'il ouvre aux femmes dans la période : voter pour le PCF et adhérer au PCF. Il n'y est pas question des luttes des femmes travailleuses.

Ces dernières années ont vu une montée importante des luttes des femmes pour leurs droits, contre les discriminations qui les frappent, à l'usine et dans la vie, pour le droit à la contraception et à l'avortement libres et gratuits...

Les femmes de la classe ouvrière ont pris une part de plus en plus grande dans ces luttes. Les luttes d'ouvrières se sont multipliées, ainsi que le soutien apporté par les femmes à leurs maris en lutte, comme à Usinor ou à Tréfinmétaux à Coueron. La plupart de ces luttes se sont menées en l'absence du PCF et bien souvent contre lui (Moulinex, Nouvelles Galeries de Thionville, Lip, luttes pour l'avortement libre et gratuit). Récemment encore, lors de la manifestation du 1^{er} mai à Paris, le service d'ordre de la CGT agressait et blessait plusieurs femmes d'organisations de femmes : à la fête des J«C», un spectacle de strip tease était présenté, et à la fête de l'«Humanité», une marque de pastis organisait une élection de Miss anisette. Les municipalités PCF, financent les troupes de majorettes, on a même pu voir récemment à Villejuif, un défilé de majorettes accompagner une manifestation du PCF. Le PCF a montré qu'il méprisait et craignait les luttes de femmes, et combien il contribuait à perpétuer une image des femmes réactionnaire, et de la femme-objet.

Son offensive actuelle en direction des femmes vise à

IMPOT SUR LE CAPITAL

LES PROPOSITIONS DU PCF

Dans l'Humanité d'hier matin, Jack Dion développe les propositions de son parti concernant la fatalité. Il s'agit d'abord d'un «impôt sur la fortune», qui toucherait les possédants au-dessus de deux millions nouveaux : à 150 millions, pour le PCF, on est encore un économiquement faible.

Il y a par ailleurs un «impôt sur le capital» : «L'objectif doit être l'économie de capital par rapport au revenu national obtenu, par rapport aux richesses créées». Soyons clairs : dans la plus-value extorquée aux travailleurs, il s'agit de réserver une plus large part à l'accumulation étatique, et de diminuer la part de l'accumulation privée. La rationalisation visée par le capitalisme d'Etat : voilà le sens de l'impôt sur le capital proposé par le PCF.

dans les luttes et à empêcher qu'elles ne s'intègrent aux luttes révolutionnaires, en les limitant aux objectifs révisionnistes.

Mais doublement exploitées, les femmes travailleuses prennent conscience

que leur intérêt n'est pas dans le programme commun des partis de gauche, pas plus que dans la société libérale avancée de Giscard, mais dans la transformation révolutionnaire de la société qui les exploite en tant que femme en tant qu'ouvrières.

recupérer à son compte cette irruption des femmes



Usinor, mai 75 : les femmes de grévistes au piquet de grève.

BUDGET DES UNIVERSITÉS :

SAUNIER SEÏTÉ VEUT UNE UNIVERSITÉ EN ORDRE ET DES CADRES POUR LES PATRONS

L'Assemblée Nationale a adopté le budget du secrétariat d'Etat aux Universités, budget qui couvre l'université, la recherche et les I.U.T. Cette année, le budget sera en augmentation de 13% (c'est-à-dire sera en stagnation compte tenu du taux d'inflation).

Malgré les chiffres présentés par A. Saunier Seïté, c'est seulement 75 emplois d'enseignants qui sont créés en réalité. Les heures complémentaires sont réduites en IUT et UER. Le secrétaire d'Etat a indiqué que «sur 22 000

étudiants entrés en IUT en 74, un sur cinq n'a pas obtenu le diplôme universitaire de technologie et moins d'un sur quatre a débouché dans la vie professionnelle».

Deux axes marquent ce

budget 77 : la volonté de rétablir l'ordre dans ce secteur et la priorité donnée à la recherche appliquée au bénéfice du patronat.

C'est une attitude «dure» que le pouvoir a décidé de poursuivre dans les facultés : la virulence du ton du secrétaire d'Etat en témoigne lorsqu'elle traite l'opposition de «pyromanes qui allument l'incendie». Elle affirme son mépris des étudiants en déclarant qu'«on les jette dans la rue à coups de slogans». Cette attitude, on la retrouve dans la politique de scission des universités «troublées» qu'elle met en place. Exemple : la nouvelle UER de droit à Malakoff, scissionnaire de Nanterre, va ouvrir ; son objectif : fabriquer dans le calme les cadres dont a besoin le patronat.

Les crédits affectés à la recherche augmentent de 31%. 290 emplois sont créés au CNRS (ingénieurs et chercheurs). Saunier Seïté a expliqué que «c'est dans les laboratoires que s'élaborent les lendemains heureux de la démocratie» et va encourager les recherches utilitaires commandées par les industriels, à l'image des USA. Voilà de quoi faire les affaires du CNPF.

Avec le budget 77, se profile l'université que veut Giscard : plus sélective, plus silencieuse, plus adaptée aux besoins de l'impérialisme français.

En bref...

● PÉTAINISTES : A l'hôtel des ventes de Versailles, «en souvenir des années de guerre 39-45, vente aux enchères d'objets personnels de Pétain : un chapeau, une canne, et d'autres babioles. Après les émissions à la télévision, après la suppression de la célébration du 8 mai 45, la réhabilitation poursuit son cours.

● CORSE : S'apercevant enfin que quatre militants corses étaient emprisonnés, la fédération du PCF de Haute-Corse a appelé, la veille de leur libération, à «protester contre la répression». Le communiqué se termine en appelant la population... à «commémorer avec éclat l'anniversaire du rattachement de la Corse à la France, le 30 novembre».

● PARIS : COURSE A LA MAIRIE : D'Ornano, ministre de l'industrie, sera probablement le candidat de la majorité pour le poste de maire de Paris, nouvellement créé. On a déjà parlé de Dominati, autre républicain indépendant, et de Simone Veil, qui présenterait peut-être mieux. Le ministre, qui est déjà maire de Deauville, a été reçu par Giscard hier après-midi. Le partage des postes se poursuit entre les partis de la majorité : 431 têtes de liste ont déjà été choisies. Mais les appétits concurrents n'ont pu être conciliés dans certaines villes, telles que Toulon, Perpignan et Saint-Lô.

● ENCORE LA «SOLIDARITÉ» : Dans la lignée du 11 novembre nouveau style, un monument aux morts de toutes les guerres sera inauguré le 28 novembre à Nancy par Giscard d'Estaing lui-même.

problemes du marxisme-leninisme

1-A PROPOS DE L'OC GOP ET DE RÉVOLUTION

Comme nous l'avons précédemment indiqué, nous réservons notre rubrique de fin de semaine aux interventions des militants de l'OC-GOP et Révolution. Aussi publions-nous ci-dessous la lettre que nous avons reçue ces derniers jours en provenance de deux responsables des organisations concernées. Nous renouvelons ici notre appel aux contributions des militants de ces organisations en vue des prochaines rubriques de fin de semaine. Il serait souhaitable, pour une bonne lisibilité, que ces lettres ou contributions n'excèdent pas trop 4 000 signes (1 feuillet 1/2 dactylographié) et nous parviennent avant le jeudi.

LETTRÉ AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Pourquoi d'un seul coup tant d'intérêt porté aux «problèmes du marxisme-léninisme», et en particulier à la fusion entre l'OCR et la GOP ? Nous reviendrons plus tard sur cette question. Car il nous faut l'éclairer par la méthode et le contenu des articles du «Quotidien du Peuple».

Ainsi le Quotidien du Peuple ose-t-il débiter sa polémique contre l'OCR et la GOP par la «critique» des positions prises par ces organisations sur les récents événements en Chine. Fantastique ! Le PCR, qui à ce jour, n'a publié aucune analyse sur ces événements ne ferait-il pas mieux de définir d'abord ses positions propres ?

Peut-on imaginer méthode plus déplorable pour des militants qui se réclament du marxisme-léninisme que celle qui consiste à faire passer des positions par la bande, à la faveur d'une polémique somme toute marginale au regard de l'importance du problème ?

Cette méthode est liée évidemment au fond de la question. Le PCR critique l'OC-GOP et l'OCR pour leur «subjectivisme» mais en fait, son «antisubjectivisme» est le plus triste sursis. Pour lui, une seule base d'enquête, les dépêches de l'Agence Chine Nouvelle.

Et nous voyons le PCR, misérablement affirmer des choses en suggérant qu'elles pourraient bien s'appliquer aux «4», mais sans le dire nettement («Recourir à la scission, lorsque le centralisme démocratique est appliqué dans tout le parti signifie se placer en dehors du parti»), pour ensuite les affirmer comme si elles étaient démontrées («Que signifiait en fait leur complot ? Vraisemblablement (vraisemblablement ! quelle légèreté dans une telle accusation, quel subjectivisme ! la critique et la mise à l'écart des cadres dirigeants qui n'étaient pas issus de la Révolution Culturelle»). Comme si cette entortouillée réglait la question ! Car des questions, il s'en pose !

Est-ce un hasard si le parti du Travail Albanais a jugé bon de maintenir dans ses communiqués la critique de Teng Siao-ping, mais sans dire un mot de celle des «4» ?

Est-ce un hasard si le terme de «bourgeoisie au sein du parti» est désormais réservé aux «4», et que la critique de Teng et de ses partisans est aujourd'hui celle d'une simple «déviation» ?

Est-ce un hasard si le journal de l'armée populaire affirme que la lutte contre les «4» est la plus importante depuis la Libération (oubliant au passage la GRCP), si cette lutte est qualifiée de «11^e lutte au sein du parti», celle contre Teng n'étant pas digne de ce rang ?

Les camarades du PCR affirment que le rapport de Wang Hong-wen au X^e Congrès est celui de tout le PCC, et que donc il n'est pas atteint dans la critique portée à celui qui l'a présenté. Ils en extraient la citation de Mao : «Pratiquer le marxisme et non le révisionnisme, travailler à l'unité et non à la scission, faire preuve de franchise et de droiture et ne pas tramer complots et intrigues». Mais ils oublient l'encore un petit hasard de dire que Wang poursuivait en indiquant que de ces trois directives, la première était la principale. Cela aussi demeure-t-il juste ?

Cela ne confirme-t-il pas que leur destitution (celle des «4») représente un déplacement du centre de gravité du PCC qui favorise le développement de nouvelles tendances révisionnistes comme le dit la déclaration GOP/OCR ?

Tout cela conduit en tout cas à rejeter (plus que jamais) tout soutien inconditionnel à la direction du PCC. Car comme l'indiquait Lénine, on juge des communistes non à ce qu'ils disent, mais à ce qu'ils font.

Le PCR applique cette vérité matérialiste au groupe de Shanghai. Nous l'invitions simplement à faire preuve du même esprit critique vis-à-vis des actes de la nouvelle direction. Car, pour elle aussi, c'est la ligne politique qui est déterminante.

Ces questions sont complexes et il faut les aborder dans un esprit de responsabilité ! Evidemment ! Mais abordons-les ! Le PCR s'honorerait en ouvrant ce débat dans les colonnes de son journal.

Le Quotidien du Peuple aborde ensuite la question des rapports entre organisations révolutionnaires ; mais où et quand a-t-il fait part de sa propre conception en ce domaine ?

Se conçoit-il toujours comme l'embryon du parti, auquel les autres forces n'auraient plus qu'à souscrire ? Si c'est le cas, alors toutes les bases de l'avant-gardisme classique du PCR sont malheureusement maintenues.

A notre avis, c'est la recherche de l'unité d'action en rapport avec les intérêts de la gauche ouvrière et du mouvement des masses qui doit être le moteur des rapports entre organisations d'extrême-gauche. L'unité d'action doit être combinée avec le débat et la confrontation politique pour éclairer les positions en présence, battre en brèche les orientations erronées, faire progresser la prise en charge par la gauche ouvrière des positions correctes et avancer dans l'élaboration d'une ligne politique pour la révolution en France.

Contrairement à ce que dit le Quotidien du Peuple, ceci est bien la position commune de l'OCR et de l'OC-GOP, qui a l'avantage d'être non pas une position proclamée, mais pratiquée, comme tous les militants peuvent s'en convaincre par leur propre expérience. Peut-on en dire autant du PCR ?

Que vise le PCR demandons-nous au début de cette lettre. La méthode utilisée dans les articles est éclairante, qui mêle mauvais procès, déformations et citations tronquées. Et qui ne peut donc être efficace dans le débat avec les militants de l'OCR et de l'OC-GOP.

La tactique qui consiste à polémiquer uniquement avec l'OCR ne favorise pas, pour le moins, la confrontation politique et les débats de fond entre le PCR d'une part, l'OCR et l'OC-GOP de l'autre. Dans les débats entre organisations, nous visons, quant à nous, non des opérations tacticiennes, mais le renforcement des conditions de l'unité d'action.

En fait le PCR, s'adresse d'abord à lui-même, à ses propres militants, ses propres problèmes ; ensuite il cherche à justifier la recherche privilégiée de l'unification avec l'Humanité Rouge.

Voilà qui explique que, tout à coup, le critère décisif mis en avant pour juger de qui est marxiste-léniniste redevient les références idéologiques, celles dont justement se réclament en apparence, en commun le PCR et HR. Ou l'important la place effective, concrète, matérielle, qu'ont les organisations dans la lutte de classes.

A mettre ainsi au premier plan le débat sur les références idéologiques et non sur leur sanction : la ligne politique aujourd'hui, le PCR s'engagerait sur une pente dangereuse, qui conduirait à l'isolement dogmatique et sectaire.

Au lieu de poursuivre l'évolution favorable notée jusqu'à son 2^e Congrès, ce qui suppose de continuer à avancer dans l'élaboration des tâches de phase, la compréhension du rôle de la gauche ouvrière, la place de l'unité d'action de l'extrême-gauche pour la favoriser ; dans la compréhension de méthodes correctes de confrontation politique et pratique entre forces révolutionnaires.

Il est de la responsabilité élémentaire de tous les militants marxistes-léninistes d'attirer l'attention du PCR sur ce point.

Le 9 novembre
Samy JOHSUA
et Jules BURG
pour les directions
de l'OCR et de l'OC-GOP

LUTTES OUVRIÈRES

Dans le trust PCUK les travailleurs à l'action pour leurs revendications

A LANNEMEZAN

La Direction s'est livrée à une véritable provocation contre un délégué CGT : elle le menace d'expulsion pour avoir fait, avec deux autres camarades un piquet de grève devant l'usine le 7 octobre. En cela, elle applique avec zèle les recommandations de Chotard vice-président du CNPF.

Les travailleurs et leurs organisations syndicales CGT-CFDT se sont élevés avec vigueur contre les agissements inadmissibles du directeur de Lannemezan.

A JARRIE

Suite à la grève du 7 octobre, à la reprise, la direction a mis en chômage technique les travailleurs de l'atelier d'oxysynthèse. Pour obtenir le paiement des jours chômés et protester contre cette atteinte au droit de grève, les travailleurs ont décidé de faire tourner cet atelier au minimum technique.

A BRIGNOUD

La direction avait décidé arbitrairement de déclasser 18 ouvriers manutentionnaires d'OQ 1 à OS (conséquence des décisions unilatérales à valoir sur l'UIC) de PCUK sur les classifications en novembre 1974). La grève des travailleurs de ce secteur contre leur déqualification a permis lors de plusieurs A.G. de rassembler l'ensemble des travailleurs de l'usine solidaires de la manutention, contre la direction qui menaçait de lock-out.

Après deux semaines de lutte, on enregistre un premier recul de la direction. Elle s'engage à les reclasser OQ 1 après passage d'un test de cariste pour les 2/3 de l'effectif, et de nouvelles propositions de poste pour les autres.

Pendant ce conflit, les travailleurs de Brignoud ont pu «apprécier» l'intérogation patronale. Ils se sont heurtés à un refus politique de satisfaire leurs revendications qui présentent moins de 100 F par mois pour l'ensemble des manutentionnaires.

A PIERRE-BENITE

Dans plusieurs secteurs de l'usine (Soreffon, transports pompiers) des luttes se déroulent face à une direction qui ne connaît comme politique que la répression.

Les travailleurs de la traction : en grève depuis le 25 octobre jusqu'à satisfaction de leur revendication : doublement de leur indemnité d'intempérie (80 F à 160 F/mois)

Réponse de la direction :

- Mise à pied de travailleurs Soreffon
- Amputation de 15 % du salaire des pompiers
- Lettre d'avertissement adressée à une employée non-gréviste des transports qui refusait d'effectuer le travail d'une gréviste.

Et surtout : chantage au lock-out (acroleïne, foranes, HF) s'attaquant ainsi directement au droit de grève.

Le 3 novembre, à l'initiative des sections CGT-CFDT, les travailleurs réunis en A.G ont affirmé leur solidarité aux secteurs en lutte. Ils ont débattu de revendications générales pour toute l'usine dans le but de créer un meilleur rapport de force.

Cette semaine sera décisive dans la mesure où la direction a décidé d'intensifier les mesures d'arrêt de fabrication menaçant ainsi des centaines de travailleurs de mise en chômage technique.

RÉGION NORD ET PARISIENNE

Après les menaces de fermeture des usines du Nord (Wattrelos, Loos, la Madeleine) qui rencontrent une forte opposition (dernièrement grèves tournantes le jour de la paritaire) et le démantèlement du labo St Denis, les patrons de PCUK mettent en œuvre leur politique de chômage et d'austérité. Pour ce faire, les directions locales menacent les travailleurs qui s'opposent à leur politique, et n'hésitent pas dans cet esprit à remettre en cause les avantages acquis dans les Etablissements.

Dans tous les cas, les travailleurs de PCUK ont constaté que pour obtenir satisfaction il fallait s'unifier autour de revendications communes et développer une action d'ensemble seule capable de faire reculer les patrons aujourd'hui.

Communiqué commun CGT-CFDT PCUK centre de Levallois

CFEM (Fos) LES TRAVAILLEURS REAGISSENT AUX MENACES DE LIQUIDATION

Voilà deux ans, monsieur Deschènes, PDG des usines CFEM vantait le dynamisme de la CFEM qui avait su très tôt orienter la production des usines vers la construction de plate-formes pétrolières. Celui-ci devançait Giscard qui peu de temps après appelait à un treizième mois de production pour exporter et faire rentrer des devises.

La CFEM, un des premiers constructeurs de charpentes métalliques aujourd'hui se trouve enga-

gée dans un processus de restructuration qui vise à forcer les travailleurs des différentes entreprises à produire plus vite en bloquant les salaires. Ceux qui ne sont pas d'accord avec la restructuration iront «à la soupe». Déjà à Rouen, 204 travailleurs seront licenciés le 31 décembre. De plus, au siège à Paris, le licenciement de 150 techniciens-dessinateurs est prévu, étalé sur trois mois. Au dernier Comité Central d'entreprise, la menace de licenciement de 2/3 des effectifs en France a été avancée.

«Du travail, il y en a», des camarades du syndicat CGT ont pu vérifier que la CFEM faisait sous-traiter une partie de ses commandes en même temps qu'elle licencie. «Acceptez le blocage des salaires en même temps que la dégradation de vos conditions de travail ou

sinon c'est la porte». A Fos, depuis un mois, la CFEM vise à accélérer la sortie des pièces en cours de montage. Aussi elle a proposé à un certain nombre de monteurs de devenir provisoirement soudeurs.

Mais pas question de reconnaître une qualifica-

tion supplémentaire. De plus, le danger plane qu'une fois le boulot fini, il y aura peut-être le chômage. De plus l'idée qu'il faut s'opposer à toute tentative de licenciement a progressé.

Profitant de la menace de chômage, la direction ne regarde plus aux conditions de travail de certains ouvriers qui disent que par rapport à l'an passé, cela devient l'enfer. Les récalcitrants, soudeurs et monteurs, on leur en fait baver au maximum pour qu'ils courbent le dos. Mais la révolte et la conscience qu'il faut lutter dès aujourd'hui et tous ensemble, qu'il s'agit de mettre en échec la récession, le plan Barre et de ne pas attendre 78 a commencé à s'exprimer : les monteurs-soudeurs se groupaient spontanément et montaient à la direction en réclamant qualification et augmentation. Ils s'aperçurent qu'ils avaient affaire à un mur et qu'il faudrait le casser si on voulait s'en sortir. Déjà les illusions sur : «Si on continue de souder on pourra avoir l'augmentation», régressaient. Déjà certains refusent de continuer à souder. La direction réprime et leur fait faire les tâches les plus difficiles.

Les chauffeurs de tôle eux aussi se sont groupés et réclamaient de meilleures conditions de travail et une prime : le travail est intenable (ils chauffent une plaque à cinquante centimètres du sol, allongés).

Les menaces de répression de Giscard-Barre sont parfaitement comprises par la direction de la CFEM qui a fait savoir aux chauffeurs de tôle que s'ils n'étaient pas contents, elle les expédiait à la maison. Aussitôt, ceux-ci débrayaient pour tenir une assemblée générale et décider de ce qu'il fallait faire. Aujourd'hui, l'unité des travailleurs commence à se réaligner : «Il ne faut pas s'en tenir à des problèmes de prime ou des problèmes individuels, c'est un problème d'ensemble qui nous menace. C'est tout de suite qu'il faut frapper. On est acculés, c'est eux qui cherchent l'affrontement, on n'attend pas d'être sur le pavé». Suite à cette réunion, la direction a lock-outé une équipe entière.

Les travailleurs se sont donnés rendez-vous à lundi pour tenir une nouvelle assemblée générale.

Cellule CFEM du PCRml

LA REPONSE DES DIRIGEANTS P«C»F DE LA FFTL A LA DEMANDE DE REINTEGRATION DES EXCLUS DE L'IMRO

FEDERATION FRANÇAISE DES TRAVAILLEURS DU LIVRE

1, rue de Valenciennes, Paris 10^e

Paris, le 1 novembre 1975.

Monsieur,

A l'attention de :

Francis GOST
Jean GOST
Jean GOST
Jean GOST
Jean GOST
Jean GOST

Jeune suite à votre lettre collective du 22 octobre 1975, par laquelle vous faites appel de la mesure d'exclusion prise à votre égard par le Comité exécutif de la 20^{ème} section des travailleurs de l'Imprimerie de Paris, sous l'égide du Comité fédéral national de la F.F.T.L.-C.F.T., et sous le sceau de la 20^{ème} section de la F.F.T.L.-C.F.T., et sous le sceau de la 20^{ème} section de la F.F.T.L.-C.F.T., d'interdire la section de la 20^{ème} section de l'Imprimerie de Paris.

Pour le Comité fédéral national, le secrétaire général de la F.F.T.L.-C.F.T.

Po. R. Lopez

SODIP (MEYZIEU)

UNITÉ AUTOUR

DES TRAVAILLEURS EN GRÈVE

A une quinzaine de kilomètres de Lyon, dans l'importante zone industrielle de Meyzieu, des dizaines d'hommes et surtout de femmes participaient vendredi 12 novembre, sous une pluie battante, au meeting intersyndical CGT-CFDT-FO devant les grilles de l'usine SODIP sur lesquelles des banderoles indiquent : «SODIP usine en grève». SODIP est une entreprise de transformation du plastique, une filiale à 99% de Rhône-Poulenc Industrie, division Chimie fine. La fabrication principale de l'usine est le rein artificiel. 850 employés dont 600 femmes pour la plupart OS. Les conditions de travail ? «Je suis sur une chaîne, dit une ouvrière, eh bien, depuis l'an dernier, les cadences ont doublé. Et pas les salaires !» «Les salaires ont déjà été augmentés l'année passée mais parce qu'on avait fait grève». «Les réunions avec le patron, que ce soient les délégués du personnel ou du

Comité d'Entreprise, cela ne donne rien». «Il faut qu'il voie que les ouvriers se serrent les coudes pour lâcher quelque chose», ajoute une autre.

Devant le refus de la direction d'accepter les revendications, principalement sur les salaires une assemblée générale des travailleurs le vendredi 29 octobre décide la grève pour le mercredi 3 novembre. Depuis ce jour, c'est à partir de 6 heures du matin que les travailleurs sont présents devant l'usine : il a fallu mettre en place des piquets de grève pour chacune des trois équipes. Et ce qu'il y a de mieux cette année, c'est que vraiment la grève est massive : 97% de grévistes et que surtout les grévistes sont unis, ils se serrent les coudes. Des provocations de non grévistes attaquant le piquet de grève les premiers jours ont échoué, ainsi que toutes les manœuvres pour diviser les ouvriers. C'est donc toute la journée

que se relaient devant les portes de l'usine les travailleurs venus des environs, Vaulx-en-Velin, Villeurbanne, St Priest... et, comme le disait un responsable syndical : «Ici, on est tous optimistes, le moral est bon».

Malgré la pluie et le froid, les travailleurs tiennent bon et les plaisanteries fusent sous les parapluies sur certains chefs, sur la chaîne de télévision FR 3 qui «devait déjà venir un jour mais on est arrivé après la bagarre et qui aujourd'hui, a l'air de s'être perdue dans la zone industrielle». Et pourtant, «il est important que dans toute la région lyonnaise on sache qu'il y a une grève ici». Il est actuellement envisagé d'envoyer des délégations dans toutes les usines de la zone industrielle faire des collectes pour aider ceux qui en ont le plus besoin particulièrement les femmes qui sont seules avec des enfants et elles sont nombreuses.

Les premiers reculs de la direction encouragent les travailleurs à continuer la lutte.

Un nouveau meeting aura lieu lundi à 14 heures de prochaines négociations.

Corr. Lyon

● CEA LA HAGUE : Les employés du secteur production de la centrale nucléaire de La Hague, dans le Cotentin, sont toujours en grève. Cela fait maintenant neuf semaines que les 170 travailleurs du CEA ont déclenché leur mouvement. Devant le refus de la direction de satisfaire leurs revendications, ils continuent courageusement leur lutte.

LUTTES OUVRIÈRES ET PAYSANNES

pour la coordination des luttes ouvrières et paysannes

Intervention Jean Lhuillet, responsable du MIVOC, aux journées «portes ouvertes» de Lip le 6 novembre

«Je voudrais apporter mon témoignage, au nom de la viticulture. Je fais partie du Mouvement d'Intervention Viticole Occitan (MIVOC), le mouvement auquel appartiennent les viticulteurs qui ont apporté le vin aujourd'hui et je voudrais vous expliquer brièvement quelle est notre démarche, pourquoi une délégation de viticulteurs est venue ici avec du vin.

Nous nous sommes rendu compte dans un premier temps, par notre propre analyse, quels étaient nos ennemis. Notre première analyse a porté sur la politique des pouvoirs publics, la politique de pillage du Languedoc-Roussillon, pillage de l'agriculture mais aussi d'autres secteurs, notamment la transformation de notre pays en «bronze-cul» avec l'opération «touristification» de notre région. Nous y étions directement mêlés du fait de la spéculation sur

la terre — et comme jusqu'à présent dans la société dans laquelle nous vivons nous sommes obligatoirement confrontés aux problèmes fonciers — cette spéculation sur la terre nous a éveillé sur ce secteur.

«UNE LIGNE DE MASSE»

La deuxième analyse que nous avons faite nous a permis de démasquer les multinationales qui se cachent derrière des gens comme Ramel que tout le monde ici connaît. Notre troisième analyse, c'est une ligne de classe — ce que l'on appelle ainsi maintenant dans le langage ouvrier que nous ne connaissons pas jusqu'à présent mais que nous avons découvert dans le cours de la lutte — c'est à dire que certains viticulteurs ne font pas partie de la même classe et du même groupe que d'autres viticulteurs. Donc, il nous fallait dénoncer un certain nombre de viticulteurs qui faisaient le jeu des pouvoirs publics

quand ils diffusaient de fausses informations ou dénonçaient même d'autres viticulteurs.

Alors toute cette analyse nous a amenés à nous rendre compte qu'ailleurs c'était aussi la même chose, ailleurs il y avait aussi des multinationales, ailleurs il y avait aussi une politique de pillage et de profit du système capitaliste, ailleurs il y avait dans les pays en voie

de développement des capitalistes qui fabriquaient pour pas cher et qui revendaient dans les pays développés et que les ouvriers étaient confrontés aux mêmes problèmes que nous. Jusqu'à maintenant, on nous montrait les ouvriers comme des ennemis parce qu'on nous expliquait que si la situation allait si mal c'est parce qu'ils demandaient des salaires de ministres et qu'ils n'étaient jamais contents. Pour cela,

dans la forme de lutte que nous avons envisagée, nous avons décidé la vente directe et nous avons commencé timidement à vendre dans des quartiers, à l'appel des sections syndicales, autour de chez nous. On s'est rendu compte que ces ventes directes permettaient d'avoir, du côté des ouvriers, un vin qui était de qualité et peu cher mais aussi un échange des problèmes.

«LIP NOUS A DONNÉ DES IDÉES...»

Et nous en sommes arrivés comme cela à fêter le 1^{er} mai dans l'usine Griffet qui était occupée, et à faire une vente directe de vin et de pommes avec les ouvriers de Griffet et nous sommes venus aujourd'hui à Lip dans le même souci. D'une part, d'information réciproque parce que nous avons besoin, ouvriers et paysans, de mener une lutte plus efficace, et, en cela, nous rejoignons l'idée de faire une coordination de l'ensemble des travailleurs. Nous nous prétendons travailleurs de la terre et nous pouvons crier «non aux licenciements» car, quand on nous fait partir, l'exode rural, c'est un licenciement, nous avons donc trouvé des slogans communs et nous venons vendre du vin à Lip.

Mais je voudrais dire aussi que Lip, ça nous a donné des idées : cela fait deux ans que nous nous battons, cela fait deux ans que nous inventons des formes de lutte : nous sommes passés de Montredon, à la journée du 29 avril, en passant par les ventes directes.

UN FILM POUR RENDRE COMPTE DE LA LUTTE

Alors nous avons essayé de trouver autre chose de constructif même dans les périodes de creux de vague où on ne parle plus à la télévision et maintenant nous sommes en train de mettre au point un contre-plan pour l'exposer face aux pouvoirs publics, pour expliquer qu'on peut très bien faire vivre le Languedoc-Roussillon avec la vigne même dans un système qui n'est pas parfait du point de vue des échanges économiques. Cela rejoint les recherches que vous faites sur la santé et nous avons fait un film parce que nous pensons qu'à l'ère de l'audiovisuel c'était une façon comme une autre de rendre compte de notre lutte. Nous avons donc maintenant ce film de long métrage qui est à la disposition de toute entreprise en lutte ou toute section syndicale qui en fera la demande. Le film explique notre point de vue sur la lutte des viticulteurs. Cette initiative rejoint un peu les réalisations que vous entreprenez aujourd'hui.

Votre lutte de 73, même si vous en tirez une certaine amertume aujourd'hui, elle a eu des retombées. Ce n'est pas par hasard si on en est venu à la lutte telle que nous, nous la menons aujourd'hui. Vous avez une grande responsabilité non seulement au niveau de votre propre lutte, mais au niveau des idées que vous avez fait germer dans d'autres secteurs, parmi d'autres travailleurs. C'est tout cela qui a fait que nous sommes là aujourd'hui.



Manifestation du 1^{er} mai à Marseille.

N.D. DES LANDES (Loire Atlantique)

LE PROPRIÉTAIRE A REÇULÉ

La famille Godefroy, vivant avec dix enfants, sur une ferme de vingt-deux hectares, était chassée par le propriétaire Brunet.

A l'origine du conflit, le propriétaire qui, largement cumulé, demandait au fer-

mier une augmentation de fermage dépourvue de toute justification.

Un jugement au tribunal de Saint-Nazaire était donc convoqué pour vendredi dernier, 29 octobre : les semaines précédentes, une

mobilisation minutieuse des paysans et des travailleurs du Bourg de notre Dame des Landes, était entreprise ; porte à porte, auprès de tous les habitants, affiches, pétitions largement signées.

Le propriétaire ne pouvait même pas trouver d'appui auprès des adhérents ou sympathisants F.F.A. eux-mêmes en butte à de nombreuses menaces concernant leur outil de travail.

Communiqué

o LES PAYSANS DE NOTRE DAME DES LANDES : «Procès Godefroy-Brunet : avant le procès, sur la demande du propriétaire Brunet, le juge propose une ultime conciliation car les propriétaires ne veulent pas affronter le public (nous étions cinquante personnes de Notre Dame des Landes et des villages riverains).

«Résultat : le propriétaire annule le congé. Le fermier obtient le droit de faire les aménagements et réparations des bâtiments, les frais de ces réparations étant à la charge du fermier.»

Avec Cheix en Retz, où la résistance ne faiblit pas, l'affaire de Notre Dame des Landes témoigne de la détermination des petits paysans à faire respecter leurs droits.

DES VICTOIRES SONT POSSIBLES.

R.F.

(Extrait d'APL-Ouest)

SAONE ET LOIRE :

PRIX DU LAIT

La colère gronde

Chez les producteurs laitiers, un profond mécontentement s'est fait jour. Sur les marchés de Bresse, le prix du lait est le sujet de toutes les discussions de la plupart des agriculteurs. Selon le taux de matière grasse, le lait est payé entre 65 et 85 centimes le litre. Or, les paysans savent que le paiement à la matière grasse est arbitraire puisque cela dépend du prélèvement souvent effectué sur du lait froid dont la crème, c'est-à-dire la matière grasse, s'est amassée au dessus du lait si celui-ci ne se trouve pas en tank. Le sentiment géné-

Corresp. Saône et Loire

UN PAYSAN INTÈGRE

«Continuons de lutter contre la Copal»

«Nous sommes adhérents d'une coopérative de Saône et Loire, la COPAL. Nous avons rendu visite au directeur pour lui parler de nos problèmes. En effet, nous produisons des œufs en intégration. En 1975, aucune annuité n'a pu être payée par les adhérents. Les intérêts s'y sont ajoutés. Pour 1976, l'annuité n'a pas encore été réglée et, en attendant, les intérêts s'ajoutent. Une augmentation de 8 centimes par œuf a été consentie par la COPAL. Mais, il a été exigé que 1,10 centime serve à éponger notre dette. Ceci ne nous apporte donc pas d'amélioration pour notre niveau de vie, au contraire. Cette situation reste provisoire vu l'augmentation des aliments et de toutes les charges (électricité, eau, etc.). Il faut continuer à nous regrouper, à échanger nos problèmes et à lutter pour la satisfaction de nos revendications.»

INFORMATIONS GENERALES

Les scandaleuses déclarations de Haby et du Rectorat sur Renée Boudouresque refutées point par point

Conférence de presse du SNES (extraits)

L'administration tente de se disculper en salissant la mémoire de notre camarade Renée Boudouresque.

Le ministre a parlé de son caractère «faible».

Parce que l'administration s'est permise de publier sa note pédagogique, alors qu'il s'agit toujours d'un document confidentiel, notre devoir aujourd'hui est de rendre publics tous les éléments du dossier qui sont en notre possession et qui réduisent à néant les assertions officielles.

Sur l'accusation d'inaptitude à l'enseignement : le recteur se contredit lui-même dans son communiqué du 5 novembre il déclarait : «Rien n'interdit de penser que la malheureuse aurait pu obtenir des remplacements d'ici quelques semaines».

Aucun des rapports d'inspection ne signale cette inaptitude à l'enseignement au contraire chacun d'eux donne des conseils pour la suite de la carrière. Par exemple le premier rapport note : «Mademoiselle Boudouresque débute dans l'enseignement, a reçu avec intérêt les conseils qui ont pu lui être donnés elle ne

manquera pas je pense d'en tirer partie».

Dans l'année qui a suivi sa première inspection elle a été inscrite sur la liste d'aptitude à une nomination en qualité d'adjointe d'enseignement, c'est une forme de titularisation pour les Ipséiens. Il n'y avait donc à ce moment aucune accusation à l'inaptitude à l'enseignement. Elle était dans le groupe 1 donc directement titularisable s'il y avait assez de postes.

Quand l'administration dit qu'elle ne voulait qu'enseigner c'est faux, sur sa fiche de vœux elle avait dit qu'elle accepterait un emploi de documentaliste-bibliothécaire. Renée n'a été inspectée qu'en cours de latin, jamais en cours de Français qui était aussi sa spécialité.

Il a été dit par le rectorat que Renée avait la plus mauvaise note de l'académie (8) et que 12 était le seuil de la médiocrité. Ces deux affirmations sont fausses. Une maîtresse auxiliaire ayant eu cette année une note pédagogique inférieure à 8 a été renommée. La plus basse note en lettres classiques, c'est en réalité 7 et les notes des autres disciplines descendent jusqu'à 2. La moyenne des notes en let-

tres classiques pour les M.A. qui ont au moins 3 ans d'ancienneté est de 12.

Témoignage du directeur de recherches de Renée : «Je témoigne qu'il s'agit d'une excellente étudiante qui aurait fait un très bon professeur qui avait l'amour du métier et qui se formait en se perfectionnant petit à petit toute seule. J'ai été très choqué par la manière indécente dont des responsables de l'Education Nationale ont évoqué son drame et contesté sa compétence à enseigner... Je me sens solidaire du SNES dans la lutte qu'il mène pour que de tels drames ne se reproduisent plus».

DECLARATION DE LA SOEUR DE RENÉE

Nous avons rétabli la vérité à partir de faits irrécusables, là est notre force de là vient le malaise que nous avons suscité. La cause du drame n'est ni personnelle ni pédagogique, elle est dans le système scandaleux de l'auxiliaire comme Renée elle-même tenait à l'affirmer avant de mourir. Renée qui a été brisée moralement peu à peu en 5 ans....

QUALITÉ DE LA VIE : Programme d'entreprise P.U.K

UN REcul INSUFFISANT

Le ministère de la Qualité de la Vie et Pechiney Ugine Kuhlmann, le premier pollueur de France, ont signé un «programme d'entreprise» visant à limiter les pollutions.

On se souvient qu'en juillet 75, un programme avait été établi pour dépolluer les fours de 18 usines d'aciérie et d'électro-metallurgie. Le financement de ce programme atteignait à peine 200 millions de francs et s'étalait jusqu'en... 1982 !

Alors qu'il avait été décidé que, fin 75, des mesures seraient prises dans le domaine des mines et du nucléaire, rien n'a encore été décidé à ce sujet plus d'un an après. Le programme signé hier prévoit l'extension des mesures anti-pollution à la chimie, l'aluminium et le cuivre. Les émissions de fluor «qui gênent les habitants de Maurienne doivent être réduites progressivement» nous dit-on. Ce programme d'entreprise dont PUK et le ministère de la Qualité de la Vie se flattent est tout à fait insuffisant. D'abord parce que les crédits sont très

limités et les financements très étalés. Ensuite parce que les objectifs sont réduits à certaines usines (de Maurienne entre autres), Pechiney faisant mine de croire que le problème est réglé pour des usines «modernisées» comme celle d'Auzat (Ariège), alors que les ouvriers y sont plus intoxiqués qu'avant avec la hausse de la productivité ! Enfin ces mesures

concernent pour l'essentiel l'environnement extérieur et pas la pollution à l'intérieur des usines. Il reste que ces quelques millions, lâchés en période de restrictions, montrent que les luttes engagées ont payé, c'est à dire que la situation est favorable pour faire encore reculer le premier pollueur de France.

P. PUJOL

LES 4 DETENUS CORSES DE LYON ENFIN REMIS EN LIBERTÉ

La chambre d'accusation de Lyon a décidé hier après-midi de remettre les quatre militants Corses encore détenus en liberté.

Les quatre détenus Corses ont cessé leur grève de la faim, compte tenu de leur état de santé. Depuis mercredi soir, Toussaint Cipriani a été remis en liberté, son état étant devenu très critique (une hémorragie interne s'étant déclenchée). Après la journée «lle morte», la décision prise par la cour de ne pas libérer les 4 autres détenus a été très mal accueillie en Corse.

C'est un durcissement du mouvement organisé par les autonomistes qui était à la clef de la décision de la chambre d'accusation, hier, con-

cernant les quatre autres détenus. L'attitude du pouvoir, dans cette affaire a été provocatrice de bout en bout : emprisonnement des 5 Corses alors que leurs dossiers étaient vides, appel de la décision du juge d'instruction, tentative de division en libérant un seul détenu.

A Lyon et contre les Corses, la bourgeoisie a voulu rôder des méthodes exceptionnelles de répression politique. La réplique des détenus, le soutien manifesté par toute la Corse ont mis en échec cette tentative. La répétition des menées provocatrices du pouvoir dans les derniers mois aura, en définitive, augmenté l'unité et la vigilance des Corses face au gouvernement.

CHANTAGE NUCLÉAIRE POUR LES BRETONS

Des milliers de Bretons ont été privés de télévision mercredi soir, alors qu'ils suivaient le film «le jour le plus long». L'EDF a expliqué cette coupure en affirmant que cette pénurie était causée par le trop grand nombre de téléviseurs en fonctionnement simultané en France. «C'est la région la plus éloignée des sources qu'il a fallu couper faute de mettre tout le réseau en panne, dit l'EDF. L'EDF a tiré argument de cet incident pour justifier ses projets d'implantation nucléaire en Bretagne !

Il faut dire que si l'EDF utilise un tel chantage, c'est qu'elle rencontre pas mal de résistance à l'implantation de ses centrales en Bretagne : des manifestations ont eu lieu sur chaque site : à Erdeven, Plogoff, Ploumouguer ces derniers mois. Ce que l'EDF ne dit pas c'est que deux groupes électri-



A quelques kilomètres, à Ploumouguer, l'EDF propose un de ses sites pour une centrale nucléaire bretonne. En août, 4 000 personnes la refusaient.

ques de 700 000 KW chacun prévus à Saint Nazaire n'ont pas reçu les crédits nécessaires et que le projet d'usine marémotrice dans la baie du Mont Saint Michel dort toujours dans des dossiers...

La Fédération Gaz-électricité de la CFDT critique le choix «tout nucléaire» responsable du sous-équipement de la Bretagne. «La mobilisation de tous les moyens de l'EDF sur le nucléaire a empêché la construction de centrales thermiques et hydrauliques. L'in-

cident se reproduira, en Bretagne ou ailleurs, si le gouvernement n'autorise pas l'EDF à construire des

usines classiques dont on connaît les capacités et dont on a la maîtrise», a-t-elle déclaré.

● **NUCLÉAIRE** : L'EDF projette de construire une nouvelle centrale nucléaire sur la Loire. Le site choisi est proche de Belleville-sur-Loire (Cher). Le préfet qui annonce cette décision, a précisé qu'elle n'était pas définitive. La centrale, à eau légère sous pression, doit compter quatre réac-

teurs de 1 300 MW. Les deux premiers mis en service le seront en 1986 et 1987. Les travaux devraient débuter en 1978. Le site choisi, à la limite du Cher, du Loiret et de la Nièvre est situé à quarante kilomètres de Dampierre-en-Burly, où une autre centrale est déjà en construction.

PROCES POUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Le jeudi 18 novembre, à la 11^e cour d'appel à 13h30, Agnès Quin comparait pour outrage à agent alors qu'elle était interpellée devant la maison d'arrêt de la Santé ou elle vendait le CAP (journal du Comité d'Action des Prisonniers). C'est sur un rapport mensonger qu'Agnès a été condamnée à un mois de prison avec sursis, les policiers ayant déclaré que : «Les vendeurs mettaient de force leur journal dans les bras des gens» !

Le CAP appelle toutes les organisations, toute la presse qui se veut libre et tous ceux qui veulent manifester leur opposition aux interpellations illégales, aux atteintes du pouvoir vis à vis de la presse qui lui déplait, et à la collusion police-justice, à venir en masse nous soutenir au palais de justice le 18 novembre à la 11^e chambre de la cour d'appel.

Le Comité d'Action des Prisonniers.

RHÔNE-POULENC APPLIQUE LE PLAN BARRE A SA FAÇON

Renaud Gillet, le PDG de Rhône-Poulenc est satisfait des résultats de son groupe : les licenciements, (les effectifs ont diminué de 5% en deux ans), les fermetures d'usines, les diminutions d'horaires, bref «l'assainissement» ont permis de restaurer les bénéfices à un bon niveau. Certes en 77, l'assainissement se poursuivra, mais Rhône-Poulenc envisage une augmentation de son activité en volume de 8%, augmentation de ses prix de vente de 8% également et une augmentation de ses salaires de 11%. Des prévisions qui semblent en contradiction avec le plan Barre qui prévoit de limiter les augmentations de salaires à 6,5%. Mais, Rhône-Poulenc estime qu'il a les moyens d'acheter la paix sociale, et espère en accordant des augmentations nominales de salaires supérieures à la moyenne, empêcher des luttes contre l'aspect le plus grave de sa politique : les restructurations qui jettent des milliers d'ouvriers au chômage. Et comme pour Barre l'essentiel c'est également «l'assainissement» de l'industrie, cette légère entorse à son plan de lutte contre l'inflation ne le gênera probablement pas.

● **LES FLICS RÉCLAMENT** : Les policiers en civil envisageraient une manifestation pour mercredi prochain devant le ministère de l'intérieur, rue de Rivoli : les mercenaires de l'intérieur réclament l'alignement de leurs salaires sur ceux des gendarmes.

Espagne : 12 NOVEMBRE 1976 : UNE ÉTAPE SUR LE CHEMIN DE LA GRÈVE GÉNÉRALE POLITIQUE

On signale d'autre part que dans la ville ouvrière de Getafe (banlieue de Madrid), des affrontements ont eu lieu toute la matinée. Toute la population est dans la rue. Les flics patrouillent sans cesse, et dissolvent tous les regroupements de plus de cinq personnes. D'ores et déjà, les charges ont fait plusieurs blessés, dont un grave, blessé par balles.

Cependant, jamais peut-être, l'affrontement entre les positions révolutionnaires et les positions

révisionnistes n'a été aussi net qu'au cours de cette journée. La COS (Coordination ouvrière des syndicats), contrôlée par les révisionnistes entend faire de cette journée une démonstration de force, un témoignage. Face à la combativité ouvrière qui se manifeste, ils veulent faire de cette journée une « soupe de sécurité », leur permettant d'envisager tranquillement les négociations avec le gouvernement. Cette position est aussi celle de la Plate-Forme Démocratique. Au-

cune manifestation d'ensemble n'est prévue, et les révisionnistes ont même demandé aux ouvriers de ne pas sortir de leurs usines !

On peut d'ores et déjà dire que cette position a été battue, et que l'ampleur de la grève dépasse les projets des révisionnistes et des réformistes. Pour les révolutionnaires, cette grève est une étape sur le chemin de la grève générale politique, elle sert de répétition en vue de cet objectif.

De nouveaux secteurs participent à cette journée de lutte : on remarque par exemple que les boutiques, les toutes petites entreprises, les laboratoires de photos, les cafés sont déserts.

Il faut rappeler que la préparation de la grève s'est faite dans des conditions très difficiles ; outre la démobilisation répandue par les révisionnistes, et le fait qu'ils aient saboté la préparation de la journée, la garde civile fasciste a réprimé systématiquement les diffusions de tracts : un militant a été blessé par balles dans ces circonstances à Eibar... Malgré cela, la grève est très largement suivie et très combative dans les banlieues populaires. Comme le souligne notre correspondant, « Il n'y a pas un chat qui travaille aujourd'hui à Madrid ».

CALLAGHAN A RAMBOUILLET La tentative de rééquilibrer l'Europe

Callaghan est reparti dans son Angleterre où les ouvriers qui gagnent moins de 2 000 F par mois, paient 35 % d'impôts, et ont à peine de quoi acheter pour manger. Giscard et Callaghan sont plongés dans des difficultés semblables. A la fin de la rencontre de Rambouillet, Giscard s'est engagé à appuyer les demandes de Callaghan auprès du Fonds Monétaire International, pour qu'il obtienne des prêts afin de soutenir la livre.

Mais Giscard n'a pas grand poids pour régler ces questions au sein du F.M.I. où règnent les monnaies fortes : les USA et l'Allemagne. Il reste que la rencontre de Rambouillet manifeste une volonté très grande de coordonner les politiques franco-anglaises en Europe et le seul résultat probant en est que ces rencontres au

sommet sont institutionnalisées.

Ces « puissances moyennes » cherchent à se liquer, notamment face à l'Allemagne de Schmidt qui prétend régenter l'Europe et prendre la tête de la construction européenne.

A l'instar des rencontres franco-allemandes mises en place quand l'impérialisme français pouvait disputer le leader Ship à l'Allemagne, ces rencontres franco-anglaises sont désormais annuelles. Giscard ne trouvant plus la force de tenir tête à l'Allemagne cherche à rééquilibrer l'Europe en créant une coalition franco-anglaise, qui prend d'autant plus d'importance que l'Angleterre sera à la présidence du conseil des ministres de l'Europe à partir du mois de janvier.

NOUVELLE COORDINATION DES COMMISSIONS OUVRIÈRES

Interview de Juan Domingo Lindé
délégué licencié de Motor Ibercia Barcelone,
membre de la « coordination générale provisoire
des commissions ouvrières »

Suite

— QDP : Quelle est l'attitude des révisionnistes ?

— J.D.L. : Ils tentent de boycotter les assemblées mais ils n'obtiennent aucun succès. Je crois qu'il faut bien voir la représentativité réelle de notre mouvement : bien que minoritaire, le courant que nous représentons à la dernière assemblée générale des CCOO, pèse d'un poids très important, il compte sur de nombreux dirigeants reconnus des masses et surtout il a l'appui de la majorité des travailleurs qui désirent ce syndicat et qui le montrent en participant massivement aux assemblées et en refusant au contraire de s'affilier à la confédération créée par la COS, lui créant ainsi de grandes difficultés.

— QDP : Quelle est votre position exacte vis-à-vis des autres centrales ?

— J.D.L. : La rupture est allée assez loin puisque ceux-ci n'ont cessé de condamner et de calomnier notre courant, cela a été jusqu'à l'agression physique. En ce qui concerne la COS, l'un de nos camarades Marin a été matraqué par un leader de la COS lors de l'assemblée de la métallurgie de Barcelone. Malgré cela nous continuons à les appeler à participer au processus unitaire des assemblées, à quitter leur position bureaucratique pour construire ensemble le syndicat de la classe ouvrière.

— QDP : Comment voyez-vous maintenant le dévelop-

pement des luttes en Espagne ?

— J.D.L. : Les mesures économiques du gouvernement ont provoqué une grande indignation parmi les travailleurs et compte tenu du degré élevé d'organisation qui existe maintenant, nous allons sans doute vers de grandes grèves générales. Concrètement il y a la journée du 12, elle a été décidée par l'ensemble des 3 centrales syndicales, COS, UGT, USO et elle a été conçue comme une journée de la division syndicale. Malgré cela nous pensons qu'elle peut être importante et nous appelons à y participer en la transformant en une journée de l'unité syndicale en célébrant partout des assemblées contre les mesures du gouvernement et pour l'organisation du syndicat unitaire.

ZIMBABWE : DEUX RACISTES TUÉS DANS LES COMBATS

Les racistes ont reconnu la mort de deux nouveaux policiers dans des embuscades tendues par les forces armées de libération, l'un près de la frontière avec la Zambie, l'autre dans une autre partie du territoire. Les opérations sont quotidiennes et s'étendent à tout le territoire.

Pendant ce temps à Genève les membres des délégations des mouvements de libération tiennent en échec les tentatives du président britannique qui veut les obliger à renoncer à leurs exigences concernant la date de l'indépendance. Hier les délégations devaient rencontrer à nouveau Richard sur cette question.

NAMIBIE : REcul DES RACISTES

Les USA ont annoncé que l'Afrique du Sud était prête à reconnaître la Namibie comme un Etat uni, et non comme une série de petits bantoustans. C'est un recul imposé par la lutte du peuple namibien. Mais les racistes posent encore des conditions inacceptables comme que les colons aient des droits reconnus en Namibie.

● TIMOR :
Le FRETILIN a repoussé au début du mois de novembre les forces d'occupation indonésiennes, de deux villages, Fohorem et Fatumean. Les soldats indonésiens sont victimes d'embuscades dans toute la zone qu'ils occupent.

● PÉROU : Les pêcheurs péruviens sont en grève depuis trois semaines contre la décision du gouvernement de « dénationaliser » la compagnie Pescaleru. En septembre les responsables syndicaux ont été arrêtés. A Chimbote le couvre-feu est appliqué depuis des affrontements avec la police. Les affrontements sont nombreux dans plusieurs ports.

● POLOGNE-URSS : Après la visite du premier ministre polonais, c'est Gierek qui se rend à Moscou en visite officielle pour demander à l'URSS de reporter ses exigences de pillage économique qui sont la cause de la crise qui sévit actuellement en Pologne.

Liban

L'agression sioniste se poursuit tandis que se met en place la « force de paix » arabe au nord



Cette colonne blindée est sioniste, elle est au Sud-Liban. Dans cette partie du pays les patriotes libanais et les combattants palestiniens font seuls face à une agression permanente de l'Etat d'Israël. Les sionistes reconnaissent avant-hier que des bombardements incessants contre le Sud-Liban étaient lancés par l'artillerie israélienne contre des objectifs palestiniens, en réalité des villages libanais, les populations civiles libanaises.

Pendant ce temps à Beyrouth, les forces syriennes intégrées à la force de paix arabe sont entrées dans la ville. Elles comprennent une centaine de chars. Les blindés ont pris position dans les quartiers de Tall Zaatar, Mekalles, tenus par les fascistes, ainsi que sur la ligne de démarcation entre les deux parties de Beyrouth entre les quartiers de Chiah et Aïn Remaneh. Une colonne aurait pris la route de Jou-

nieh, le principal port contrôlé par les fascistes au nord de Beyrouth. Dans leur avance, les forces syriennes ont démantelé toutes les défenses organisées par les patriotes sur la route de Aley à Beyrouth.

PALESTINE OCCUPÉE : EXPLOSIONS ET MANIFESTATIONS

A El Khaïl (Hebron) des attentats ont été organisés contre des objectifs sionistes : un restaurant, la bourse du travail et la porte centrale de la ville, qui ont fait d'importants dégâts. Incapables de saisir les résistants, les sionistes ont exercé des représailles contre toute la population palestinienne.

Par ailleurs à Ramallah, une manifestation anti-sioniste a été organisée.

CONGRÈS CONTRE LE SIONISME A BAGDAD

Depuis le 8 novembre se

tient un colloque international contre le sionisme à Bagdad, Irak, réunissant 186 délégués de 46 pays. Les premières communications ont notamment insisté sur la propagande sioniste : « Les sionistes ont exploité et exploitent toujours le mythe du « peuple persécuté », ils ont cultivé l'image de « David » biblique, luttant contre le Goliath arabe et ont pris l'opinion occidentale, rongée par la culpabilité à ce piège... Les sionistes se sont servis de ce problème qu'était l'exode pour faire croire qu'ils avaient des droits sur la Palestine. »

Le secrétaire adjoint de la Ligue Arabe a notamment souligné que : « Les conclusions du colloque aideraient à renforcer la lutte des arabes pour la libération des territoires arabes occupés et pour la restauration du peuple arabe de Palestine dans ses droits légitimes » rapporte un communiqué de presse.

INTERNATIONAL

VIOLENTE ATTAQUE AMÉRICAINE CONTRE L'OPEP

UNE ATTAQUE EN
PRÉPARATION DEPUIS
L'ÉTÉ DERNIER.

La brutale attaque américaine vise à bloquer toute hausse ; c'est une véritable épreuve de force : les Etats Unis veulent, en s'attaquant à l'OPEP, infliger une défaite à l'ensemble des pays du Tiers Monde qui lutte contre le pillage économique et la dégradation des termes de l'échange en constituant notamment des associations de pays producteurs destinées à défendre les intérêts communs.

Cette offensive a été préparée de longue main : dès cet été, les grandes compagnies pétrolières ont brutalement accru leurs commandes, et constitué ainsi des stocks, dans le but de résister à une riposte de l'OPEP qui pourrait être un embargo.

Les tentatives américaines d'imposer leurs vues dans les grandes conférences internationales ont échoué, notamment à la conférence Nord Sud dont les travaux s'enlisent, les propositions américaines ayant été battues et les pays occidentaux refusant de discuter les propositions du Tiers Monde.

Aussi les Etats unis tentent-ils la politique de force.

LES PAYS OCCIDENTAUX
SOUS LA DIRECTION US

Pour réussir dans leur tentative, les USA cherchent d'abord à consolider les rangs de l'ensemble des pays impérialistes occidentaux sous leur direction. Ceux-ci avaient été divisés à plusieurs reprises par la fermeté des pays du Tiers Monde, notamment en 1973 lors de l'embargo sur le pétrole et à Nairobi face à la proposition des non-alignés de constituer un fonds commun pour financer des stocks régulateurs de prix. Les Etats Unis veulent instaurer un rapport de forces défavorable au Tiers Monde en regroupant autour d'eux tous les pays occidentaux.

Le gouvernement français laisse déjà entendre qu'une nouvelle hausse du pétrole mettrait en danger le plan Barre. Il a créé ainsi un terrain pour accepter la proposition US.

La tentative américaine, rencontrera une ferme opposition, non seulement au sein de l'OPEP, mais de la part de tous les pays du Tiers-Monde, dont les USA voudraient pouvoir briser l'amitié et la force.

G. Carrat.

DÉTÉRIORATION DES TERMES DE L'ÉCHANGE DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Selon un rapport publié le 4 novembre, les termes d'échange des pays en voie de développement se sont encore détériorés en 1975 sous les effets de la crise économique des pays capitalistes.

En 1975, les recettes d'exportation de ces pays ont baissé de 5 % et leur part dans les exportations mondiales est retombée de 26,5% en 1974 à 24%. Les pays en voie de développement doivent rembourser chaque année entre 13 et 17 milliards de dollars, soit environ 15 % de leurs exportations.

En bref...

● INDE :

Le parti révisionniste indien a refusé de voter un projet de loi prolongeant d'un an la législation en place. C'est la première fois depuis l'instauration de l'état d'urgence que ce parti s'oppose à Indira dont il a tenu jusqu'à présent toutes les mesures terroristes et anti-populaires prises sous couvert de «lutter contre la droite».

● URSS-TURQUIE :

La Turquie vient de signer un contrat avec l'URSS aux termes duquel elle achètera chaque année 600 millions de Kwh pendant dix ans. Depuis plusieurs années, l'URSS cherche, par ce biais, à pénétrer en Turquie.

● URSS :

Le PDG de Renault a rencontré Kossyguine, tandis que l'URSS et FIAT ont renouvelé l'accord de 1965 sur les productions de FIAT en URSS.

● ARGENTINE-CHILI :

Videla, chef de l'État argentin est à Santiago du Chili, en visite chez Pinochet, qui lui avait déjà apporté son soutien lors du coup d'État.

BARRE EN EGYPTE

- Barre veut faire des affaires
- L'Égypte veut résoudre ses problèmes d'armement

Au mois d'octobre dernier, Delpech, responsable français à l'armement, s'est rendu en Égypte pour y discuter des relations franco-égyptiennes dans ce domaine. Si des contrats d'armes multiples étaient envisagés, certains déjà livrés, par contre, le projet d'installation d'usines aéronautiques et de fabrication de missiles semblaient dans l'impasse. C'est là pourtant une des exigences majeures de Sadate.

DU MONOPOLE SOVIÉTIQUE A LA DIVERSIFICATION DES ARMEMENTS.

Jusqu'à la guerre d'octobre 1973, tout l'armement de l'Égypte était d'origine soviétique. Après la guerre l'URSS a refusé de fournir des armes en remplacement

nomique afin de nous obliger à nous prosterner devant elle», déclarait Sadate en mars dernier, en annonçant l'abrogation du traité d'amitié et de coopération avec l'URSS.

L'URSS a installé autour de l'Égypte un véritable blocus. En mars 76, le ministère indien des

contractuels», en clair du fait de l'opposition de l'URSS, en dépit d'un traité de coopération dans le domaine de l'aviation militaire qui liait l'Égypte et l'Inde.

Aussi l'Égypte, pour s'assurer des armes s'est adressée à la fois aux USA et à l'Europe, notamment à la France à laquelle elle a acheté des hélicoptères Gazelle équipés de missiles antichars. Elle a cherché également à se fournir en pièces de rechanges pouvant être adaptées au matériel soviétique auprès de ces pays. Ainsi des réacteurs Atar équiperont les MIG,

briser l'équilibre dans la région. C'est là un des effets de l'alignement de plus en plus marqué à l'égard des USA, qui veulent garantir à tout prix la supériorité israélienne en équipements militaires, comme en témoignent les récentes livraisons d'armes décidées par le Pentagone, les plus importantes de ces dernières années.

Barre veut faire des affaires, assurer des débouchés pour donner une chance de succès à la politique de redéploiement, et propose des masses de projets.

Mais, les réticences marquées de l'impérialisme français pour réaliser le projet le plus important de tous pour l'Égypte, soulignent les limites de la «coopération franco-arabe» : elle ne permet pas à l'Égypte de se dégager de la pression des super puissances, ni une quelconque indépendance à leur égard.

G. Carrat.



Décembre 75 : Giscard rencontre Sadate, les engagements pris sur la construction d'usines d'armement ne sont pas tenus.

des armes perdues, et refusé en même temps tout moratoire pour la dette, qui s'élève à 7 milliards de dollars, la moitié de la dette totale de l'Égypte

«Ce faisant, l'URSS veut exercer sur nous une pression militaire et éco-

affaires étrangères révélait que l'Égypte lui avait demandé de lui livrer des pièces de rechange pour ses MIG 21, car l'Inde est le seul pays du Tiers Monde produisant des MIG sous licence. Or ce pays a refusé, en raison dit le gouvernement indien «des engagements

tandis que des moteurs anglais seront adaptés à certains chars.

VERS L'INSTALLATION D'USINES D'ARMEMENT.

Les difficultés rencontrées par l'Égypte dans ses approvisionnements en armes, l'encouragent à chercher à produire dans son pays même ses propres armes. En décembre 1975, Sadate révélait que la France participait déjà à un projet de cette sorte, refusant d'en dire plus. Depuis malgré le communiqué commun de décembre l'affaire semble au point mort, notamment en ce qui concerne l'industrie aéronautique. Les arguments avancés sont que de tels projets représentent des investissements importants, qu'ils supposent l'envoi de nombreux techniciens. Ces obstacles n'ont pas empêché l'impérialisme français de doter Israël, l'Afrique du Sud d'usines d'armement et d'envisager de le faire pour l'Iran. Ces obstacles ne l'empêchent pas d'envisager de nombreux autres projets tout aussi complexes techniquement en Égypte même.

Le gouvernement français renâcle à fournir les équipements nécessaires à l'Égypte, pour ne pas

Une question essentielle des rapports francoégyptiens de la diversification des sources d'armement à la construction d'usines d'armement

Janvier 1975 : communiqué commun à l'issue de la visite de Sadate à Paris : «A la demande du président Sadate, le président de la République française a accepté que la France fournisse certains matériels militaires en vue de compenser les pertes subies par l'Égypte».

«Le président Sadate a rappelé son intention de développer en coopération avec d'autres États arabes une usine de fabrication d'équipements de défense en Égypte, et a souhaité que la France contribue à cette réalisation... Le président Giscard d'Estaing a répondu favorablement à cette demande».

De manière permanente, le gouvernement égyptien cherche à assurer des sources d'armement pour suppléer au matériel soviétique, et cherche à s'assurer une autonomie dans la production de certains armements. Quelle réponse le gouvernement français donnera-t-il à cette exigence égyptienne ? C'est l'un des points essentiels de la coopération entre les deux pays.

Offres de services de l'URSS aux militaires argentins

A l'occasion d'une grosse exposition soviétique organisée à Buenos-Aires, capitale de l'Argentine, l'URSS s'est déclarée «très intéressée» par la fourniture à l'Argentine de matériel d'exploitation pétrolière et de matériel pour les complexes hydro-électriques.

En outre, le gouvernement argentin aurait rejeté les offres de matériel militaire à «des conditions très avantageuses de paiement».

Le gouvernement argentin actuel est issu d'un coup d'État soutenu par les USA, par lequel ils reprenaient un contrôle plus étroit sur l'Amérique Latine.

Il y a quelques jours l'URSS faisait la même proposition au Pérou, qui lui, acceptait.

Que le gouvernement argentin déchaîne une violente répression contre le peuple, l'URSS ne s'en soucie pas. Ce qu'elle essaie c'est de s'implanter au cœur même de l'empire américain, en gagnant les faveurs des régimes grâce auxquels les USA font peser leur domination en Amérique Latine. Ce qu'ils veulent c'est que cette oppression s'exerce pour leur propre compte, que les liens que le gouvernement argentin a avec les USA soient remplacés par des liens semblables avec l'URSS.

DANS L'ACTUALITÉ DE LA SEMAINE...

10 000 travailleurs et leur famille à la journée «portes ouvertes» de Schlumpf à Erstein
12 000 à Lip...

LES TRAVAILLEURS VEULENT SE RASSEMBLER ET S'UNIR AUTOUR DES LUTTES !

Dimanche dernier à Erstein



L'AG rue du Louvre comme chaque matin

MARDI 16, GALA DE SOUTIEN A LA MUTUALITÉ

Déclaration de guerre de Barre contre les travailleurs de la fonction publique

Le plan Barre ne passera pas aux Caisses d'Epargne de Paris

En grève depuis le 6 octobre

«ISULA MORTE»

BUDGET DISCUTE AU PARLEMENT

Les limites de la défense

La dissuasion nucléaire en question

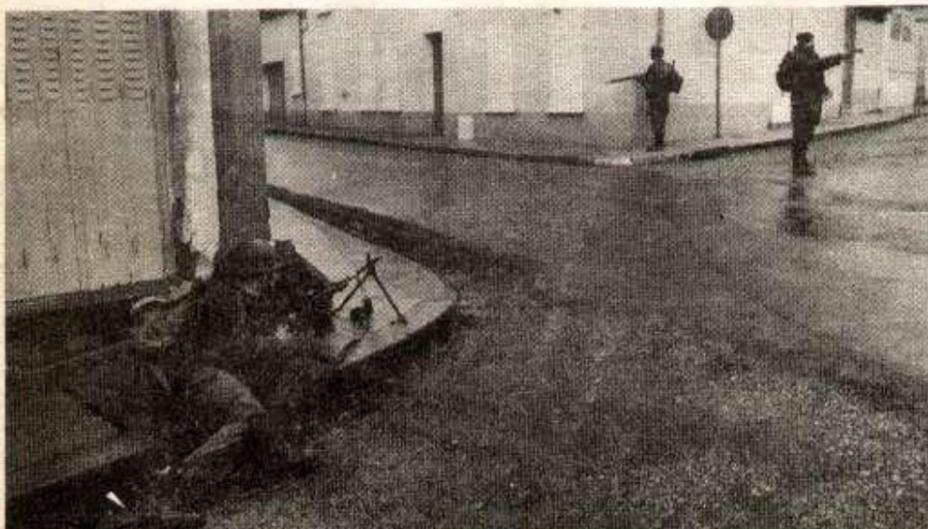
Messmer tout haut : «oui à l'armée de métier !...»



Pas de remise en route de la deuxième génération des missiles tactiques nucléaires «Pluton». (sur notre photo, à Châlons sur Marne)

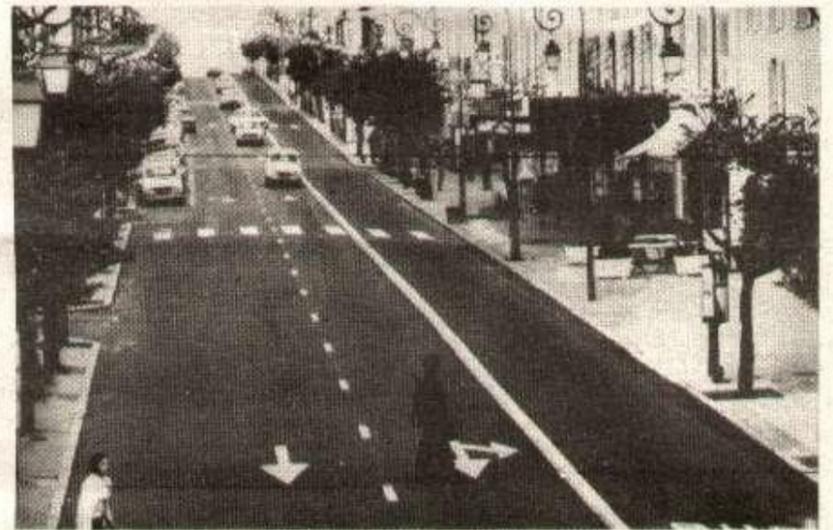
Refus de compter sur la mobilisation populaire

Mais ils préparent la guerre civile



Manœuvres contre les «rouges» dans les villages du Massif Central

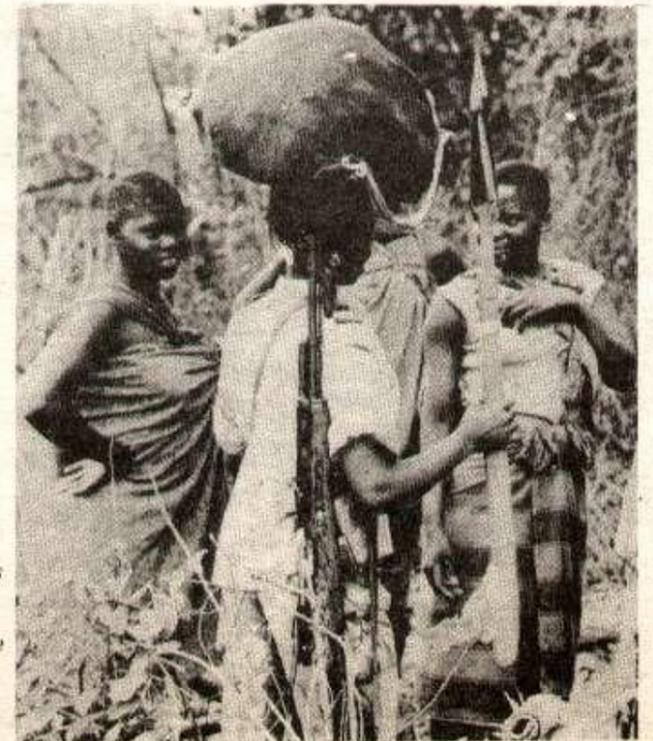
C'est le mouvement populaire qui est visé



Succès de la journée «île morte» lundi en Corse

- Pour la libération des emprisonnés de Lyon
- Contre la pauvreté imposée par Paris

L'armée populaire du Mozambique repousse les racistes à la frontière



Des détachements de femmes mobilisées pour défendre leur patrie contre les racistes de Salisbury

DANS NOTRE COURRIER

Communiqué

Au palais des Congrès à Perpignan, les Amis du Cinéma et la Cinémathèque de Toulouse présentent :

Samedi 13 novembre à 14 h après-midi sur les problèmes viticoles avec «N'ia Pro», film du MIVOC (Mouvement d'Intervention Viticole Occitan) par le front paysans de Vincennes.

«Sem Escanats» film sur le Comité d'Action Viticole par Francis Forcou.

Débat avec la participation de dirigeants viticoles : «Lo Darrier Crostet» film de Yves Boule

A 21 h, «Alan Stivel», film sur le chanteur

Film catalan «La nova canço» de Frances Bellmund

Récital des chanteurs occitan et catalan Marti et Pierre Segher.

Dimanche 14 novembre à 10 h. Un film de Georges Rouquier. **A 14 h,** un film de Philippe Durand : «Réponse à un attentat», «Lo Larzac».

«Les quatre journées d'un partisan», film de politique fiction d'Alain Robert. Le soir à 21 h, «Les Cathares» et «Les camisards», film de René Allio.

Les réalisateurs Vauthier, Durand, Allio, Chapouillé, Forcou... animeront les débats en présence des dirigeants viticoles, Jean-Pierre Chabrol sera également présent.

Le prix des trois journées est de 25 francs.

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n° 7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

FRONT ROUGE VIENT DE PARAÎTRE

Passez vos commandes à Front Rouge
B.P. 68 75019 Paris

SOMMAIRE

- EDITORIAL p. 3
- Unité : faisons le point p. 5
- Réunion nationale des cellules d'entreprises p. 7
- Coordination des luttes p. 15
- Le PS et le plan Barre p. 17
- Enquête dans les Côtes du Nord p. 20
- Quotidien du Peuple : premier anniversaire p. 25
- Entretiens de Bichat 76 p. 29

NOTES DE LECTURE :

- «Salaires aux pièces» p. 32
- «Démocratie française» p. 33
- Restructuration de la presse p. 36
- Europe du Nord : la social-démocratie en déclin p. 40
- Parti du Travail d'Albanie p. 43
- Corée du Nord : sur la voie du socialisme p. 45

front rouge

ORGANE CENTRAL
du
PARTI
COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste
Novembre 1976
N° 10 5 F



2^e FESTIVAL DE THÉÂTRE POPULAIRE DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Le deuxième Festival de théâtre populaire des travailleurs immigrés qui s'est ouvert dimanche 31 octobre à la Mutualité, se poursuit jusqu'au 15 novembre par une série d'initiatives qui ont lieu en banlieue comme à Paris et en province.

Le samedi 13 novembre, au Centre 72 de Bois-Colombes, 72, rue Victor Hugo à 19 H :

- Théâtre portugais «Tempo» de Mulhouse : «Mataram un emigrante» («ils ont tué un immigré»).
- Groupe de chanteurs «Mass Devia».

COMMUNIQUE DE L'ASSOCIATION MÉDICALE FRANCO-PALESTINIENNE SECTION DE GRENOBLE

Au mois de novembre, l'Association Médicale organise à Grenoble, sous sa responsabilité et avec l'aide de militants des quartiers, une campagne d'information et de soutien aux peuples palestinien et libanais.

- Samedi 13 novembre, au quartier Notre-Dame, salle Stendhal, 20 h 30 : «Les Palestiniens au Liban».
- Jeudi 18 novembre, à la fac de médecine : «Kafr Kasseem».

Le quotidien du peuple 1^{er} ANNIVERSAIRE

CAMPAGNE D'ABONNEMENTS EXCEPTIONNELS

Menons ensemble cette bataille

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction



● Et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte) : Espagne

● Sur présentation de la carte

(abonné-ami du Quotidien du Peuple)

REDUCTION

► de 10 % sur plusieurs librairies, dont :

- La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
- Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
- «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
- Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
- «Jean Rome», 1, rue des Grès à Clermont-Ferrand
- Librairie Girauçon, 20, rue de Kerampont à Lannion.

► de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.

► de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal 300 F
- Abonnement de soutien 500 F
- Abonnement de soutien F

Mode de Versement :

- En une fois
- En trois fois

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

● Réception de la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

feuilleton

325 000
FRANCSde
Roger VAILLAND

Editions Buchet Chastel

45^e épisode

Fondamentalement, ce sont eux qui sont les plus forts, parce qu'ils sont des hommes. C'est pourquoi le comportement de Marie-Jeanne avec ses soupirants te met mal à l'aise; le rapport du maître et de l'esclave est toujours louche. Ils ne peuvent vivre côte à côte qu'au prix de toutes sortes de compromis et finalement ils se contentent dans ces compromis. Tu devrais lire les pages que Hegel a écrites là-dessus... Il arrive que le boy aime être battu. C'est vrai aussi des animaux domestiques; j'ai connu un couple horrible, un homme et son chien que la trique excitait autant que l'odeur d'une femelle. Il arrive aussi que le maître prenne plaisir à être humilié par le boy. Mais le plus fréquent, c'est qu'ils s'aiment et se haïssent, réciproquement et simultanément; chaque geste de leur vie commune prend ainsi un tour ambigu. La honte a beaucoup plus de masques que la statue de la tragédie. Ce sont des marques de chair.

— Marie-Jeanne n'est pas l'esclave de ses poursuivants.

— Jusqu'à présent et dans ces pays-ci, toute femme est un Nègre.

— Il y a d'honnêtes femmes.

— Ce sont les bons Nègres.

— Je suis pour la révolte des bons Nègres, dit Cordélia.

— Un bon sujet pour le théâtre, dis-je: le colon qui s'aperçoit, dans le moment même où éclate la rébellion, qu'il n'y a plus de bons Nègres.

— J'espère que ce seront les plus féroces, dit Cordélia.

— Pour que la pièce soit bonne, dis-je, il faudrait que le colon comprenne pourquoi ce sont nécessairement les bons Nègres qui deviennent les plus féroces...

« Nous connaissons une fille de colons. Elle a fait ses études secondaires dans une petite ville du Vietnam où habitaient sa mère et son beau-père. Au collège, elle s'était particulièrement liée avec un jeune vietnamien, N'Guyen, qu'elle savait en relations avec le Vietminh. Elle était tout à fait d'accord avec lui sur la nécessité de lutter pour la libération des peuples coloniaux. Ensemble, ils lisaient aussi des poètes, Baudelaire, Rimbaud, Desnos, Prévert. Une nuit, la rébellion gagna la petite ville. Le matin, elle découvrit son beau-père lié sur une chaise du bureau, et toute la maison sens dessus dessous. Elle haïssait son beau-père et ne prit pas l'affaire au tragique. On entendait des rafales de mitraillettes dans les rues; elle a du cœur et elle ne trembla pas. C'était N'Guyen qui commandait les insurgés qui avaient pénétré chez elle. Elle alla vers lui :

« — Vous en faites un chahut... »

« Il la regarda. Elle était en tenue de tennis, la raquette sous le bras, les cheveux au vent.

« Elle riait, l'air crâne.

« — Rentre dans ta chambre, dit-il rude-ment.

« — En voilà des manières... »

« Un coup de feu claqua, tout proche.

« — Quel potin... »

« Il lui cracha au visage.

« La fille du colon est rentrée en France. Elle travaille, pour un salaire. Elle a beaucoup réfléchi. Elle n'en finit pas de méditer sur ce crachat qui fut le début de son apprentissage de la dialectique du maître et de l'esclave. « J'ai compris, dit-elle, que tous les Blancs sans distinction sont coupables à l'égard des Vietnamiens... »

« Tout homme, dis-je à Cordélia, est coupable à l'égard de toutes les femmes.

BLOC-NOTES

LA NÉCESSITÉ D'UNE BONNE
NOURRITURE POUR LES
PERSONNES AGÉES

Les vieux travailleurs sont très durement touchés par la crise et ont des moyens particulièrement réduits pour « survivre ». Nombreux sont les hommes ou femmes qui ont commencé à travailler à l'âge de 11 ans et sont encore exploités comme femmes de ménage, etc.

au delà de 65 ans pour des salaires de misère.

Lorsque le loyer est payé, il reste peu d'argent pour se nourrir décemment.

Ceux qui vivent seuls sont les plus mal nourris, ils achètent les aliments les moins chers, toujours les mêmes et réduisent de plus en plus leur ration calorique.

Le régime est-il différent à 65 ans et à 50 ans ?

La seule différence consiste dans la ration calorique qui doit être plus grande pour l'adulte sédentaire de 50 ans et encore plus pour le travailleur de force.

Ceci dit, les besoins en protides, graisses, sucres sont les mêmes.

C'est le plus souvent pour des raisons d'économie « imposées » par une maigre retraite, c'est parfois aussi par ignorance de leur nécessité vitale, que les protides apportés par les viandes sont supprimées.

L'organisme a un besoin vital de protéines, lipides, vitamines, notamment pour entretenir les muscles, pour fabriquer les acides aminés dérivés de l'azote nécessaires à la défense de l'or-

ganisme contre les agressions, les infections.

Que se passe-t-il si l'on supprime les protéines ?

Les muscles vont être détruits peu à peu, pour fournir le matériel azoté de remplacement. L'anémie s'installera par carence, et des œdèmes apparaîtront c'est-à-dire un passage du liquide intérieur aux vaisseaux dans les tissus sous-cutanés.

Cela, rétentira à la longue sur la capacité de résistance aux infections, la fragilité osseuse. Lorsqu'une fracture se produira, elle sera beaucoup plus longue à se remettre.

Ce qu'il faut éviter dans un régime lorsqu'on est âgé :

De même que chez les adultes jeunes, dans un but de prévention des troubles cardio-vasculaires, il vaut mieux éviter l'excès de graisses, de viandes en sauce, ragoûts. Elles sont dures à digérer et entraînent une somnolence importante.

L'excès de sucres, sucres, de féculents, c'est-à-dire de pain, de pâtes, de riz, de légumes secs entraîne une fermentation intestinale et une irritation qui, répétées, fatiguent l'organisme, constipent les intestins.

Les malaises de fin de matinée.

A la fin de la matinée de même que les travailleurs en activité, les vieilles personnes qui n'ont pas déjeuné suffisamment le matin res-

sentent « le besoin de manger ». La tête tourne un peu, c'est l'hypoglycémie. On croque souvent un morceau de sucre ou de chocolat qui sont des sucres de digestion rapide. Le sucre passe aussitôt dans le sang, élève la glycémie (quantité de sucre sanguin), déclenche une sécrétion d'insuline (hormone qui règle le taux normal, 1 gramme par litre de sang). Comme la montée de sucre était passagère, la baisse sera trop considérable à cause de l'insuline. La tête tourne à nouveau dix minutes plus tard.

Que faut-il manger dans ces cas-là ? Un fruit ou une tranche de pain beurré qui permettront d'attendre le repas sans élever brusquement la glycémie.

(à suivre)



programme télé

SAMEDI 13

TF 1

18 h 40 - Magazine auto-moto
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Numéro un Nicolas Peyrac
21 h 30 - Matt Helm
22 h 30 - Volley-Ball : Coupe d'Europe
23 h 10 - Journal

A 2

18 h 00 - La course autour du monde
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - La caméra invisible
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le lauzun de la Grande Demoiselle
22 h 05 - Les gens heureux ont une histoire
22 h 45 - Drôle de baraque
23 h 25 - Journal

FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Magazines régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Un homme, un événement
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Cavaicade
20 h 30 - L'école des femmes
22 h 10 - Journal

DIMANCHE 14

TF 1

15 h 35 - Direct a la Une
17 h 40 - Tarzan et les sirènes
18 h 45 - Les jours heureux
19 h 15 - Les animaux du monde
19 h 45 - Journal
20 h 30 - Queimada
22 h 20 - Résultats des élections législatives partielles
22 h 40 - Sillages
Les juifs et la France
23 h 40 - Journal

A 2

18 h 00 - Super Jaimie
19 h 00 - Stade 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Recital Marie Laforêt
21 h 25 - Résultats des élections législatives partielles
22 h 00 - Les ombres disparaissent à midi
23 h 15 - Chefs-d'œuvre en péril
00 h 10 - Journal

FR 3

19 h 55 - Spécial sports
20 h 05 - La flèche noire
20 h 30 - L'homme en question
21 h 30 - Le court métrage français
22 h 15 - Journal
22 h 30 - L'âge d'or hollywoodien
La belle de Saigon
23 h 50 - Fin
23 h 50 - Fin

LA GUERRE DE HASSAN CONTRE LE PEUPLE SAHRAOUI ... ET CONTRE LE PEUPLE MAROCAIN

Par Jean-Pierre Champagny

Il y a un an Hassan II déclenchait son agression armée contre le peuple sahraoui pour servir les intérêts de l'impérialisme, tout en prétendant brandir le drapeau de la lutte contre le colonialisme et pour l'unité nationale. Ainsi, il réalise autour de lui la cohésion des partis bourgeois et cherche à tromper les masses pour leur faire oublier leurs problèmes en leur donnant un objectif : le Sahara Occidental, où terres et richesses minières devaient être exploitées «au profit de tous les Marocains». Mais au bout d'un an, alors qu'il est clair que cette guerre n'a rien d'une guerre de libération, mais qu'il s'agit d'une guerre de conquête dont elle a tout le caractère odieux (bombardements, usage de napalm, regroupements de population), alors que le pouvoir d'Hassan II veut faire payer les frais de cette sale guerre, le peuple marocain fait les comptes : passé le temps des promesses et des illusions cette guerre contre le peuple sahraoui est aussi une guerre contre le peuple marocain.

LA MASCARADE DE LA «MARCHE VERTE»

La «marche verte», décrite par la propagande du régime, relayée par la propagande impérialiste n'était en fait qu'une vaste mascarade, un embrigadement de chômeurs de paysans trompés complètement encadrés

et contrôlés par la police et l'armée. Le recrutement a été fait dans les bureaux de chômage : on disait aux gens que s'ils participaient à la marche ils auraient un emploi à leur retour, on leur donnait même un acompte sur leur futur salaire. Des prostituées, de nombreux détenus, toutes sortes d'individus tenus par la police, ont également été recrutés. Des paysans, à qui l'on promettait la terre qui leur est confisquée au profit des féodaux ou de l'impérialisme se faisaient enrôler, regroupés par villages, en groupe de cinquante avec un chef d'arrondissement pour chaque groupe, le tout étant strictement contrôlé par la gendarmerie. A la tête de la marche, il y avait, avec des drapeaux marocains et mauritaniens, des drapeaux américains.

Les «marcheurs» n'ont fait que suivre la progression de l'armée. La progression de la marche se faisait ou s'arrêtait en fonction des ordres du régime qui s'en servait comme moyen de pression dans ses transactions sordides avec l'Espagne.

Une fois les accords passés, et l'agression «légalisée», les marcheurs furent purement et simplement renvoyés, avec de nouvelles promesses. Certains se révoltèrent et refusèrent de partir. Hassan a dû faire intervenir l'armée contre eux.



Enfants marocains exploités dans une filature.

Pour les soldats marocains,
une sale guerre qui n'est pas
la leur

Aujourd'hui, alors que les provocations comme celles d'Amgalla contre l'Algérie ont échoué, alors que les massacres de la population n'ont fait que renforcer la détermination des combattants du Polisario et que l'armée marocaine ne mène plus d'offensive, se contentant d'essayer de contrôler les villes, les soldats marocains savent bien qu'ils font partie d'une armée d'occupation, qu'ils font la guerre à un peuple, contrairement à ce qu'on voulait leur faire croire.

Le régime n'a pourtant pas ménagé ses efforts pour acheter leur soumission : un maximum d'avantages leur est donné (double solde, alcools à bas prix, prostituées, etc...). Ils peuvent partir en permission en avion. Mais rien n'y fait : le moral est tellement bas que beaucoup disent «je donnerais bien ma solde pour repartir».

Bien que la monarchie mette en scène périodiquement des scènes de fraternisation et des notables corrompus qui crient «vive le roi», ce que les soldats marocains côtoient c'est un peuple hostile, silencieux, dont seul le regard révèle la haine de l'occupant. Partout, c'est une résistance passive qui deviendra active à la première occasion.

Pour «faire du social», le régime d'Hassan a implanté des centres de formation permanente pour les jeunes sahraouis. Le premier de ces centres

a sauté le jour même de son inauguration. Dans ces centres de formation, chaque semaine, les «coopérants» marocains notent deux ou trois nouveaux absents : il viennent de rejoindre le Front Polisario.

Mais, même dans les villes, et les garnisons, l'Armée de Libération mène la vie dure aux occupants ; par de brèves attaques au mortier de trente à quarante minutes, elle entretient un climat d'insécurité. Dès la nuit tombée, il règne un couvre-feu total : aucun Marocain n'a le droit de sortir du périmètre de la ville, la plupart ne se hasardent même pas dans les rues.

Les convois qui circulent de jour sont pris sous le feu des combattants sahraouis qui leur tendent des embuscades : c'est ainsi que le transport des phosphates de Bou Craa a été rendu impossible. De plus en plus, les soldats marocains évitent le combat et, quand ils ne reçoivent pas de renforts, se rendent. Le rappel de Dlimi, qui a été démis de ses fonctions de commandant en chef est révélateur du malaise qui règne même dans l'encadrement de l'armée marocaine. Dlimi aurait provoqué une crise par ses méthodes sanguinaires : il employait la tactique dite «de la chèvre», utilisant des petits groupes de soldats pour attirer les combattants de l'armée populaire et ensuite faire pilonner la région par l'aviation.

Les luttes du peuple marocain contre l'emprunt forcé

Le 8 juillet 1976, en même temps qu'il annonçait les élections, Hassan II lançait un emprunt d'un milliard de dirhams soi-disant pour construire le «Maroc nouveau» et «récupérer le Sahara», en fait pour financer son effort de guerre. Il s'agit d'un emprunt forcé : il est prélevé automatiquement sur le compte de tous les fonctionnaires qui ont dû verser un mois de salaire. De même, les travailleurs marocains immigrés, rentrant en vacances ou ayant un compte en France dans une banque marocaine, se sont vus extorquer des

sommes allant de 250 à 600 F. Pour les capitalistes, cet emprunt est une affaire, puisqu'ils souscrivent de très importantes sommes prélevées directement sur les salaires des travailleurs, et qu'eux seuls en toucheront les intérêts !

Dans les campagnes, l'emprunt qui devait être récolté par les féodaux se heurta à une vive résistance. Aux paysans qui ne disposaient pas de liquidités, les agents du pouvoir répondirent qu'ils de-

vaient vendre du bétail. Ainsi les marchés étaient-ils remplis de chèvres à vendre, pour le plus grand profit des spéculateurs : l'opération contribua à renforcer les troupeaux des paysans riches au détriment des pauvres. Au Moyen Atlas, une tribu entière fut déportée parce qu'elle refusait l'impôt. A Sidi Slimane, un caïd faisait fouetter sur la place publique deux paysans qui avaient résisté. Dans le Haut Atlas, des représentants d'un village répondirent à un caïd qu'il n'avait qu'à envoyer l'armée chercher l'argent.

Dans les villes, l'extorsion de l'impôt s'accompagnait du blocage des salaires et d'une hausse spectaculaire du coût de la vie. Le refus s'est exprimé par de nombreuses grèves en juillet et en août, à Manudra dans le textile, dans les transports à Casablanca et à Rabat, à l'office de l'eau potable, à Volkswagen, dans les mines de phosphates de Khourigba. A tel point que le patronat, parfois contraint de céder aux revendications salariales, a dû demander au gouvernement d'étaler l'emprunt sur six mois !



Hassan impuissant devant la volonté du peuple sahraoui.



Drapeau US en tête de la marche verte.

Un an de guerre du peuple contre l'invasion

● Depuis le 10 mai 1973 : Le Front Polisario dirigeait la lutte de libération nationale contre le colonialisme espagnol, contraignant celui-ci après des dizaines d'années de résistance, dont le Polisario est l'aboutissement, à quitter le pays. En octobre 1975, le Front organise la résistance à l'invasion marocaine.

● 31 octobre 1975 : les premières unités marocaines envahissent le nord-est du pays. La guerre de résistance commence.

● 14 novembre 1975 : accord de partage, dit tripartite, du Sahara, entre le Maroc et la Mauritanie, avec la complicité de l'Espagne.

● 11.19 décembre 1975 : Résistance de la Guera contre l'agression mauritanienne.

● Janvier 1976 : début du bombardement au napalm des camps de réfugiés.

● 27 janvier 1976 : Bataille d'Amgalla.

● 28 février 1976 : proclamation de la République Arabe Sahraouie Démocratique.

● Juin 1976 : le pillage du gisement de fer de Bou Craa est définitivement stoppé.

● Août 1976 : 3^e congrès du Front Polisario.

● Septembre 1976 : El Aioun est attaqué.